



Tempête Goretti

- À Fécamp, le grand déblayage après le passage de la tempête Goretti – ICI
- [Photos] Fécamp. Après la tempête Goretti, _il est encore trop tôt pour évaluer le montant des dégâts – Tendance Ouest
- Tempête Goretti' « C'est un vrai désastre », confie Françoise Guillot, maire de Veulettes-sur-Mer – ICI
- « Un arc électrique et plus de courant », dans la région du Havre, encore quelques foyers sans électricité - Paris Normandie
- Près de Goderville. 82 heures sans courant après la tempête Goretti - ces habitants n'ont récupéré l'électricité qu'aujourd'hui – Le courrier cauchois
- Trois jours après la tempête Goretti, encore 2100 foyers sont privés d'électricité en Seine-Maritime – 76 actu
- Tempête Goretti - face aux pannes d'électricité, des habitants du pays de Caux sont solidaires - Paris Normandie

Services de l'État

- Le dispositif FR-Alert continue d'envoyer des messages en Normandie à cause d'un problème « technique et temporaire » - ICI
- Messages Fr-alert en boucle sur les téléphones, le problème est sur le point d'être résolu en Normandie - Paris Normandie
- FR-Alert - pourquoi recevez-vous encore des messages en Seine-Maritime ? France 3
- Armée - le service national volontaire intéresse les jeunes Normands - Paris Normandie

Mobilisation des agriculteurs

- Colère des agriculteurs - plusieurs ports visés, un barrage filtrant sur l'A1 - TF1 Info
- Crise agricole - du Havre à l'autoroute A1, les agriculteurs en colère multiplient les actions pour s'opposer à l'accord UE-Mercosur – Libération
- Mercosur - sur le port du Havre, les agriculteurs s'improvisent contrôleurs de marchandises - Le Parisien
- Les agriculteurs installent un barrage filtrant au port du Havre pour dénoncer l'accord UE-Mercosur - BFM
- Boyaux de mouton de Chine, saumon de Russie... Les agriculteurs contrôlent les camions sur le port du Havre - Paris Normandie

- Seine-Maritime. Le Mercosur, « c'est un coup de poignard dans nos filières » pour les Jeunes agriculteurs – Le courrier cauchois
- [Photos] Mouvement des Jeunes Agriculteurs. Sur le port du Havre - Les consommateurs devraient être avec nous – Le courrier cauchois
- Le drapeau européen décroché et remplacé par celui des Jeunes Agriculteurs par ce maire de Seine-Maritime – Le Réveil de Neufchâtel
- Colère agricole - une vingtaine d'agriculteurs contrôlent les camions réfrigérés à l'entrée du port du Havre – ICI

Sécurité

- C'est rare, mais les policiers vont manifester prochainement à Rouen - voici pourquoi – 76 actu
- Morts sur les routes de la Seine-Maritime en 2025 - les jeunes plus touchés qu'en 2024 – France 3
- Quatre jours de bouchons sur l'A150 dans le sens Barentin-Rouen - que se passe-t-il à l'entrée de Rouen depuis vendredi ? – France 3
- « Je n'ai jamais vu ça » - bloqués dans les bouchons, la galère des usagers de l'A150 dans le sens Barentin-Rouen - Paris Normandie
- Accident sur cette autoroute de la Seine-Maritime - la gendarmerie recommande d'éviter le secteur – 76 actu
- Au nord de Rouen, une partie de l'A29 fermée en raison d'un accident entre deux poids lourds - Paris Normandie
- Un homme mortellement fauché devant chez lui au Mesnil-Esnard - le conducteur s'était endormi – 76 actu
- Une panne importante du réseau Orange touche les Villes Sœurs et la Vallée de la Bresle – L'informateur d'Eu

Collectivités locales et équipements publics

- EPR 2 - les élus dieppois invitent le Premier ministre à une visite sur leur territoire - Paris Normandie
- Quels ont été les propos du maire de Dieppe à l'occasion des vœux de l'année 2026 ? - Paris Normandie
- Caux Seine agglo - les agents recenseurs vont-ils sonner à votre porte ? - Mode d'emploi - Paris Normandie

Mobilité

- Ligne nouvelle Paris-Normandie - après des blocages, le projet est relancé, avec des nouveautés - Paris Normandie

Économie et vie des entreprises

- Intergénérationnelle, à impact, en phase avec l'IA - l'entreprise de demain au cœur des Mardis de l'Éco XXL - Paris Normandie

Social et société

- Démographie dans l'agglomération de Rouen - le nord poursuit son essor, le sud regagne des habitants - Paris Normandie

Santé

- Le Samu de Rouen s'équipe d'un nouveau dispositif qui va « contribuer à sauver des vies » - 76 actu

Éducation

- À Canteleu, des élèves de Georges-Baptiste réclament des travaux face à la dégradation du lycée - Paris Normandie
- TEMOIGNAGES - Je dors habillé, je me douche à l'eau glaciale et je porte des gants en cours - ces lycéens dénoncent des conditions de scolarité désastreuses - France 3

Justice

- En Normandie, davantage de magistrats dans les tribunaux, « c'est bien mais pas assez » - Paris Normandie
- Le RN de retour au tribunal « qui sont les deux élus normands qui ont rendez-vous devant les juges » - Paris Normandie

Politique

- Municipales 2026 en Normandie. La sécurité, priorité des électeurs - Cela dépend où vous habitez... - Paris Normandie
- Municipales 2026. Le maire Philippe Capron se représente pour « maintenir l'attractivité du village » - Paris Normandie
- Municipales 2026. Y aura-t-il une liste de gauche aux élections à Port-Jérôme-sur-Seine ? – Le courrier cauchois
- Sainte-Marie-des-Champs. Michaël Dodelin sera candidat à la tête de la liste - Sainte-Marie-des-Champs Demain – Le courrier cauchois

Acteurs publics

- Formation continue des enseignants _ un décalage persiste entre l'offre et les besoins - Acteurs Publics.pdf
- Les opérateurs de l'État, angle mort de la doctrine « cloud au centre »
- Le ministre Barrot veut mieux armer les diplomates face aux attaques sur les réseaux sociaux

À Fécamp, le grand déblayage après le passage de la tempête Goretti - ICI

4–5 minutes

Trois des quatre restaurants du front de mer de Fécamp ont subi d'importants dégâts lors de la tempête Goretti © Radio France - Amélie Bonté

Diffusé le mardi 13 janvier 2026 à 7:31

Publié le mardi 13 janvier 2026 à 7:31

Quatre jours après le passage de la tempête Goretti, les stigmates sont toujours bien visibles à Fécamp ce lundi. Après les rafales à 156 km/h et les vagues de 4 à 6 mètres qui ont traversé le front de mer pour s'abattre sur les maisons et les restaurants, tout le monde tente de reprendre pied.

Sur le front de mer de Fécamp (Seine-Maritime) et dans les rues adjacentes, les camionnettes de la ville font des allers-retours car **il faut déblayer des monticules de galets** charriés [par la tempête Goretti](#). Quatre jours après la tempête, les **dégâts sont bien visibles ce lundi**.

Des tractopelles sont donc à pied d'œuvre pour dégager les entrées de garage. À la place des portes de maison, de grandes planches en bois ont été installées. Un peu plus loin, **les restaurants du front de mer sont fermés sauf un**, le Red Roc Café, car c'est le seul qui n'a pas subi de gros dégâts à part quelques fuites d'eau. Emmanuel Bernere, le propriétaire des quatre établissements, tente de reprendre pied.

Le week-end dernier, **l'élan de solidarité des Fécampoïis**, qui sont venus spontanément l'aider à déblayer et mettre en sécurité ses

restaurants, lui donne la force d'avancer.

Fécamp est l'une des villes du littoral les plus touchées par la tempête Goretti avec des rafales de vent à 156 km/h et des vagues de 4 à 6 mètres qui ont littéralement envahi le front de mer et les maisons.

- [Fécamp](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Tempêtes](#)
- [Mer - océan](#)
- [Assurances](#)
- [Alerte météo](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

Focus sur les élections municipales à Neufchâtel-en-Bray

Des agriculteurs normands mobilisés dans la zone industrielle du port du Havre, contre le traité avec le Mercosur

Tempête Goretti : la préfecture de la Seine-Maritime dresse un premier bilan

[Photos] Fécamp. Après la tempête Goretti, "il est encore trop tôt pour évaluer le montant des dégâts"

Célia Caradec

3-4 minutes

"Ils ont du boulot, les pauvres !", souffle une promeneuse, sur le front de mer de Fécamp. Lundi 12 janvier, quatre jours après le passage de la tempête Goretti, les tas de galets s'amoncellent aux abords du boulevard François I^{er}, dans l'attente d'être "rendus" à la plage. "On en est à 11 remorques de galets depuis le début de l'après-midi, commente une agente du service de voirie, vers 16 heures, c'est impressionnant. On en a presque les larmes aux yeux, mais on va la retrouver, notre digue !"

Les menuisiers à l'œuvre

Un peu plus loin, Samuel Delimbeuf s'active pour remplacer la porte d'entrée d'une maison. *"L'urgence est d'obturer les passages pour que les gens soient en sécurité chez eux",* explique ce menuisier de Yébleron. *"Ensuite, on va laisser faire les assurances, en attendant les réparations définitives."* Ce professionnel redoute *"des sinistres à long terme"*, là où les vagues se sont invitées très haut, jusqu'à envahir l'intérieur des habitations.



Par endroits, on ne distingue même plus la digue de la plage. -
Célia Caradec

A Fécamp, l'heure est encore au recensement de tous les dégâts, et pas seulement sur le front de mer. Des ardoises envolées sur l'hôtel de Ville, des vitres brisées dans l'ancien casino, de la tôle soulevée au musée, du bitume soulevé et des margelles des trottoirs décelées, et, sur la digue, le cabanon des sauveteurs, les bancs, les agrès sportifs et jeux pour enfants envolés ou détruits... *"Je pense que l'on va en découvrir encore, et qu'il va falloir pas mal de temps pour évaluer le montant des dégâts et des travaux"*, note Dominique Tessier, adjointe au maire et présidente du Centre communal d'action sociale (CCAS).



Le bitume a été soulevé, sur le boulevard Albert 1er. - Célia Caradec

Encombrants, assurances... Des aides téléphoniques

Ce lundi, *"70 foyers sont encore privés d'électricité, donc nous sommes en communication permanente avec Enedis"*, recense l'élue. La liste des personnes vulnérables a notamment été utilisée pour recenser les besoins des personnes sans famille et isolées. *"Elle nous permet parfois de découvrir des situations compliquées."*



Le cabanon des sauveteurs devra être remplacé. - Célia Caradec

La ville a mis en place plusieurs lignes téléphoniques pour accompagner les habitants. Outre le CCAS (02 35 10 40 67), il est possible de demander une aide pour évacuer les encombrants souillés par les inondations au 02 35 10 60 10 et de demander de l'aide pour effectuer les démarches auprès des assurances au 02 35 10 60 00 (demander le poste 3495).



Les blocs de granit de la digue ont été soulevés par la houle. -
Célia Caradec

Tempête Goretti : "C'est un vrai désastre", confie Françoise Guillot, maire de Veulettes-sur-Mer - ICI

Marianne Naquet

5-6 minutes

La tempête Goretti a fait de gros dégâts sur le front de mer comme ci-dessus à Etretat. © Radio France - Christine Wurtz

Diffusé le mardi 13 janvier 2026 à 7:44

Publié le mardi 13 janvier 2026 à 7:44

Le bilan des dégâts s'affine après le passage de la tempête Goretti en Normandie, dans la nuit de jeudi à vendredi dernier. Elle a particulièrement touché la ville de Veulettes-sur-Mer. La maire de la commune, Françoise Guillot, fait le point sur ICI Normandie ce mardi 13 janvier.

Après le week-end à éponger les caves [après le passage de la tempête Goretti](#) qui s'est abattue sur la Seine-Maritime dans la nuit de jeudi 8 à vendredi 9 janvier, **l'heure du bilan matériel et financier est venue**. Le Havre, Saint-Adresse, Fécamp, Pourville et Veulettes-sur-Mer ont été particulièrement touchées. À Veulettes-sur-Mer, près de Paluel, la digue-promenade avait déjà été endommagée par la tempête Ciaran à l'automne 2023. *"C'est le front de mer, avec les vents violents"*, qui a été particulièrement touché, indique ce mardi 13 janvier la maire de Veulettes, Françoise Guillot.

"C'est un vrai désastre", ajoute-t-elle. "La digue-promenade fait un peu plus d'un kilomètre. Il y a des galets sur plus de la moitié parce

que tout ce qui venait de l'ouest a endommagé tout ce qui est à l'est de la digue promenade." Le garde-corps a aussi été abîmé. "Le long de la digue-promenade, d'un côté on a le muret de la route, et de l'autre côté on a un garde-corps qui sépare la digue-promenade de la plage, et là, sur pratiquement 200 mètres, il a explosé en plusieurs morceaux."

Un coup dur pour les finances de la commune

Dès lundi, la direction des routes est intervenue et a déblayé les galets, ce qui n'a rien coûté à la commune. Une entreprise locale missionnée par la communauté de communes de la Côte d'Albâtre est mobilisée également ce mardi. En revanche, **la remise en état de ce qui reste est à la charge de la mairie.** *"Lors de la tempête Ciaran, les 30 mètres qui avaient été endommagés ont coûté à la commune 40.000 euros. Là on doit être à 200 mètres, alors je vous laisse faire le calcul. Je ne sais pas vraiment comment on va faire."* Il va donc falloir déboursier une somme importante.

Françoise Guillot reconnaît que **c'est un coup dur.** *"Ce coût, on va l'ajouter à notre budget toute l'année, on ne pourra pas faire autre chose nécessairement."* La municipalité voulait investir et renouveler des *"jeux d'enfants. Il y a des tas d'investissements que l'on fait pour accueillir nos touristes toute l'année, on ne pourra pas tout faire, ce n'est pas possible, il va falloir faire des choix."*

Françoise Guillot, maire sans étiquette, se présente pour un troisième mandat lors des élections municipales de 2026.

- [Veulettes-sur-Mer](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Tempêtes](#)
- [Alerte météo](#)
- [Intempéries](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

« Un arc électrique et plus de courant », dans la région du Havre, encore quelques foyers sans électricité

Marie-Ange MARAINE

6–8 minutes

Le passage de la tempête Goretti a arraché de nombreux câbles dans la région du Havre, provoquant des pannes de courant dans plusieurs secteurs. Lundi midi, la plupart des foyers avaient retrouvé de l'électricité à quelques exceptions près. Les techniciens d'Enedis sont mobilisés.



Publié: 12 Janvier 2026 à 18h42 Temps de lecture: 2 min

« *Nos équipes interviennent dès ce soir (NDLR : lundi 12 janvier 2026) et le courant devrait être rétabli dans la foulée* », promet Enedis aux habitants de la rue Falguières, dans le quartier de Sanvic, au Havre. Voilà quatre jours que deux maisons de la rue sont privées d'électricité depuis le passage de la tempête Goretti. Il faudra d'abord remplacer une vingtaine de mètres de câbles...

« 10°C dans la maison »

Joëlle Cartier, Famille impactée par les pannes

« *Dans la nuit de jeudi 8 à vendredi 9 janvier 2026, il y a eu un arc électrique sur le poteau dans la rue. Un feu d'artifice vers 3 h du matin* », raconte Joëlle Cartier, la belle-fille du couple âgé de 95 ans qui vit là. « *Il ne faisait pas plus de 10°C dans la maison. Nous avons acheté un réchaud et le voisin, qui avait du courant, a*

branché leur chaudière sur son compteur. Le frigo, lui, n'a pas supporté la surtension. C'est difficile à gérer pour mes beaux-parents âgés », poursuit-elle.

3 000 techniciens mobilisés

Le couple et un voisin font partie des derniers, au Havre, à être dépannés. Lundi 12 janvier 2026 à midi, il restait encore [1 500 foyers privés d'électricité](#) en Seine-Maritime, dont quelques-uns sur le secteur de Gonneville-la-Mallet. *« 3 000 techniciens, dont 2 200 salariés Enedis et 800 partenaires, œuvrent activement sur le terrain et principalement en Normandie. Enedis a également renforcé les effectifs de ses centres d'appels et dépannage », assure-t-on chez le gestionnaire du réseau électrique en délégation de service public.*

Un retour à la normale

La plupart des foyers impactés ont toutefois retrouvé une situation normale, ou presque. Comme Émilie Vasse, habitante de Criquetot-l'Esneval. *« On est des rescapés, plaisante-t-elle. Ça a débuté dans la nuit de la tempête, vers 2 h du matin. Nous avons été dépannés dimanche en fin de journée. Les techniciens d'Enedis n'ont pas pu nous dire d'où venait la panne mais nous avons pu observer des arcs électriques sur les poteaux extérieurs. Notre réfrigérateur ne fonctionne plus et pour le reste de l'électroménager, nous n'avons pas encore regardé, trop heureux d'avoir de nouveau du chauffage et de l'eau chaude car la cheminée ne suffisait pas à nous chauffer », confie-t-elle.*

En cas de panne, le centre d'appel dépannage d'Enedis est joignable au 09 726 750 76, 24 h/24 et tous les jours.

Lire aussi

[La « masculinité toxique » sur fond de techno dans une nouvelle création à découvrir au Havre](#)

[Comédiens de la Lézarde : le jubilé de la troupe à Montivilliers et](#)

Près de Goderville. 82 heures sans courant après la tempête Goretti : ces habitants n'ont récupéré l'électricité qu'aujourd'hui

Marlène Marc

3-4 minutes

Lundi 12 janvier, en milieu de journée, le soulagement est, enfin, total à Saint-Maclou-la-Brière. Après [le passage de la tempête Goretti](#), dans la nuit du 8 au 9 janvier, la majorité du village a eu des soucis de courant, réglés dans la journée de vendredi.

Toutefois, une vingtaine d'habitations en sont restées privées jusqu'à lundi 12 janvier midi : *"On a tenu comme ça 82 heures !"* témoignent-ils. Privés de chauffage, de lumière et parfois dans l'impossibilité d'ouvrir leurs volets électriques, ils ont dû faire face à une situation particulièrement inconfortable.

- **A lire aussi.** [Seine-Maritime. Tempête Goretti : 2 900 personnes sont toujours privées d'électricité](#)

"Tout le contenu du réfrigérateur et des congélateurs est parti à la poubelle. C'est une vraie perte"

"On s'est réveillés dans le froid, sans lumière et sans savoir combien de temps cela allait durer, expose Marlène, habitante du chemin des Roses. Avec des enfants de 6 et 2 ans, c'est franchement compliqué." Au-delà du quotidien perturbé, cette panne a également eu des conséquences matérielles. *"Tout le contenu du réfrigérateur et des congélateurs est parti à la poubelle,*

poursuit Jason. *Entre la viande, les plats préparés et les produits surgelés, c'est une vraie perte financière.*"

Plusieurs riverains pointent surtout une communication jugée insuffisamment fiable. Sur le site d'Enedis, une estimation de rétablissement était bien affichée, annoncée *"au plus tôt"*, mais celle-ci a été régulièrement repoussée, parfois d'une demi-journée, parfois d'une journée entière. *"On s'organisait en fonction d'une heure annoncée, puis elle était décalée,* explique Jimmy, un autre habitant. *A la longue, ça devient très compliqué à gérer..."* La situation a d'autant plus été mal vécue que cette coupure ne concernait qu'une partie du village.

"L'impression d'être les oubliés"

"Le plus difficile à accepter, c'est de voir que tout fonctionne normalement chez les voisins alors que nous sommes toujours sans chauffage ni lumière, confie Camille. *On a vraiment l'impression d'être les oubliés."* Cette coupure prolongée a nécessité une réorganisation du quotidien pour les foyers concernés. Certains habitants ont dû trouver des solutions temporaires pour se chauffer ou conserver leurs aliments, tandis que d'autres ont été contraints de quitter leur domicile pendant plusieurs jours. Une situation d'autant plus difficile à vivre que les températures hivernales rendent l'absence d'électricité particulièrement pénalisante.

Interrogé sur la situation durant le week-end, le maire Antonio Quesada dit comprendre le désarroi des habitants concernés par cette coupure prolongée. Il regrette de ne pas être informé directement par Enedis et se dit contraint de relancer régulièrement pour connaître l'avancée des réparations et pouvoir tenir les habitants informés.

Trois jours après la tempête Goretti, encore 2100 foyers sont privés d'électricité en Seine-Maritime

4–5 minutes

La tempête Goretti a fait beaucoup de dégâts matériels en Seine-Maritime, dans la nuit du 8 au 9 janvier 2026. Notamment sur le réseau électrique en Seine-Maritime.

Sur le même thème

[Électricité](#)

[panne](#)

[Tempête Goretti](#)



Dehors s'entassent déjà tapis, moquette et tout le matériel rendu inutilisable. (©illustration Marie Lemaistre)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 11 janv. 2026 à 10h03 ; mis à jour le

Mise à jour lundi à 9h. Selon Enedis, ce sont désormais 11 000 foyers qui restent privés d'électricité en Normandie ce lundi matin, dont 2100 en Seine-Maritime.

[Tout rentre dans l'ordre](#) peu à peu après le [passage de la tempête Goretti](#), dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 janvier 2026. Mais l'attente est longue pour les personnes privées d'électricité. **4 100 clients d'Enedis** sont encore concernés en [Seine-Maritime](#), dimanche 11 janvier au matin.

7 000 clients samedi soir, 4 100 dimanche matin

Samedi 10 janvier au soir, Enedis et la Préfecture de Seine-Maritime annonçaient encore **7 000 foyers privés d'électricité** sur le département. « Ce samedi soir à 18 h, Enedis a réalimenté 90 % des clients privés d'électricité », annonçait Enedis. Ce dimanche matin, Enedis déclare que ce nombre **est descendu à 4 100 clients**.

En revanche, concernant la SNCF, la **circulation des trains a repris son cours normal** en Normandie. « Quelques adaptations et retards pourront parfois subsister, nous vous recommandons donc de vérifier la circulation de votre train avant de vous rendre en gare », prévient tout de même la SNCF sur ses réseaux sociaux.

Sur les autres départements de Normandie on compte également de nombreux foyers encore privés d'électricité : **9 900 dans la Manche**, 4 100 dans le Calvados, 3 800 dans l'Eure et 1 100 dans l'Orne, soit 23 000 clients sans électricité sur la région ce dimanche matin.

« Les équipes [d'Enedis sont pleinement mobilisées](#) et missionnent des **techniciens d'intervention rapide venus de toute la France** vers les régions les plus impactées jusqu'au retour à la normale », indique la Préfecture. « 3 000 techniciens dont 2 200 techniciens Enedis et 800 salariés prestataires sont mobilisés sur le terrain », précise Enedis. Sans oublier **850 conseillers clientèle** basés en

France pour répondre aux clients par téléphone.

Na jamais toucher aux fils tombés à terre

Enedis rappelle les **mesures de sécurité** à respecter :

Vidéos : en ce moment sur Actu

- Ne jamais toucher à des fils tombés à terre,
- Signaler toute anomalie (fils électriques trop bas ou à terre, poteaux endommagés...),
- Ne jamais toucher à un objet en contact avec une ligne électrique,
- Respecter les zones de danger balisées
- En cas d'utilisation d'un groupe électrogène individuel, le placer à l'extérieur de l'habitation et penser à couper le disjoncteur

En cas d'urgence, le centre d'appel dépannage Enedis est joignable en permanence au 09 726 750 76.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'incrIRE](#)

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Tempête Goretti : face aux pannes d'électricité, des habitants du pays de Caux sont solidaires

Brice Recotillon

5-6 minutes

Le passage de la tempête Goretti n'a pas été sans conséquence. Ce lundi 12 janvier 2026, 30 foyers étaient toujours privés d'électricité dans la commune d'Hattenville. La solidarité s'est opérée entre les habitants.



Publié: 12 Janvier 2026 à 18h12 Temps de lecture: 2 min

Après la pluie, vient le beau temps. Une maxime que l'on a coutume d'utiliser pour invoquer un changement météorologique favorable. Un souhait pieux plus que jamais d'actualité, en ce début du mois de janvier 2026, où [l'épisode neigeux](#) suivi de [la tempête Goretti](#) a fortement touché la Normandie.

Il n'y a pas eu d'intervention de l'agglomération, qui a la compétence de la voirie.

Jean-François Mayer, Maire d'Hattenville

Dans la petite commune d'Hattenville, située à quelques kilomètres de Terres-de-Caux, l'arrivée de la neige aura été sans grande conséquence comparativement à d'autres cités des environs. « *Il n'y a pas eu d'intervention de l'agglomération (NDLR : Terroir de Caux), qui a la compétence de la voirie* », rejoue le maire Jean-François Mayer.

Deux intempéries, un désagrément majeur

Néanmoins, l'épisode de pluies et vents violents, embrassant la douce appellation de tempête Goretti, n'aura pas été sans chamboulement pour la commune de quelque 700 âmes. Arbres tombés au milieu des routes, câbles électriques détachés, abris de jardin de particulier en perdition... Mais surtout une pénurie d'électricité constatée dans une trentaine de foyers. Un désagrément toujours d'actualité, ce lundi 12 janvier 2026, dans les hameaux du faux buisson et du Petit Hattentot. Et ce, malgré des échanges réguliers entre la mairie et les équipes d'Enedis.

« On voit que dans certaines communes, tout est rentré dans l'ordre. Pour l'instant, il n'y a pas du tout d'intervention sur la nôtre », constate la secrétaire générale de mairie.

« Apparemment, il y a des priorités en termes de niveau d'alimentation. Si c'est de la haute tension ou de la basse tension, répond Jean-François Mayer. Ce qu'on peut le plus déplorer, c'est que les gens vont perdre ce qu'ils ont dans les congélateurs. C'est récurrent à chaque fois qu'il y a une coupure d'électricité un petit peu longue. »

Un élan de solidarité

Bien que la municipalité ait proposé des situations de secours à ses administrés, ce sont les habitants qui ont pris les choses en main afin de palier solidairement à cette situation inconfortable. *« Il y a eu aussi beaucoup de bienveillance, puisque certaines personnes sont allées prendre la douche chez leurs voisins, se réjouit la secrétaire générale de mairie. Elles sont même allées prendre les repas chez leurs voisins. Donc, il y a eu une espèce de solidarité qui s'est mise en place. »*

Une attitude solidaire dont se réjouit l'édile, à quelques semaines de la fin de son mandat. *« J'ai fait 37 ans, ça suffit »*, glisse-t-il. La municipalité tiendra informer les habitants, des opérations à venir d'Enedis sur Panneau Pocket. Une application que la commune

d'Hattenville a été la première à bénéficier au milieu des années 2010. « *La communication est importante dans une commune. C'est quelque chose qu'on ne peut pas nous reprocher en cette période de panne* », conclut l'édile.

Lire aussi

[Habitants du parc régional des boucles de la Seine, c'est le moment de commander des arbres à planter !](#)

[Rallye-Raid – Dakar 2026 : l'Émanvillais Sébastien Delaunay à trois secondes d'une victoire !](#)

[Nadù épicerie fine et traiteur propose une touche d'Italie à Duclair](#)

Contenus sponsorisés

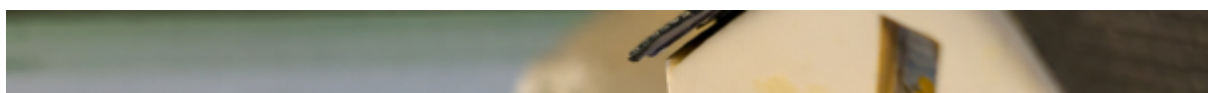
Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Yvetot](#)



[Habitants du parc régional des boucles de la Seine, c'est le moment de commander des arbres à planter !](#)



Le dispositif FR-Alert continue d'envoyer des messages en Normandie à cause d'un problème "technique et temporaire" - ICI

Bradley de Souza

4–6 minutes

Ce type de message FR-Alerte a été envoyé à plusieurs reprises en Normandie. © Radio France - Antoine Vandendrische

Publié le lundi 12 janvier 2026 à 19:20

De nombreux Normands continuent de recevoir le message d'alerte du dispositif FR-Alert après le passage de la tempête Goretti, c'est le cas encore ce lundi. Il s'agit d'un problème technique temporaire en passe d'être résolu.

Depuis le passage de la [tempête Goretti](#) en Normandie, le dispositif FR-Alert continue d'envoyer des messages sur les téléphones portables de nombreux Normands. *"En plus du message avant la tempête et celui après la tempête, j'en ai reçu trois dont un dimanche matin à 8h27 et là c'était compliqué"*, sourit Marine, une habitante de Saint-Georges-sur-Fontaine au nord de Rouen.

Comme elle, les téléphones portables continuent de retentir, encore ce lundi 12 janvier 2026, car, admet la préfecture de Seine-Maritime, *"certains usagers peuvent encore recevoir le message initial: il s'agit d'un dysfonctionnement technique temporaire, identifié et pris en charge par les autorités nationales."*

"Je me suis demandé s'il n'y avait pas une autre tempête car comme je n'avais pas suivi les infos ce week-end, je m'interrogeais

*et en demandant à mon entourage. Personne d'autre n'avait reçu ce message, j'en ai conclu que **c'était un bug**", ajoute-t-elle. De son côté, une autre Marine, s'est fait surprendre par le message vendredi matin. "Je n'ai pas reçu l'alerte le jeudi soir mais j'ai reçu la fin de l'alerte le vendredi matin et une autre le vendredi soir, **la fausse alerte**", sourit de son côté cette Rouennaise. "Le vendredi matin, je n'avais pas mis le réveil tout de suite, mais ça m'a bien réveillée", renchérit-elle.*

De nombreux Normands continuent de recevoir ce message d'alerte depuis le jeudi 8 janvier 2026. © Aucun(e) - Capture d'écran

*"Ce qui est revenu dans mon entourage, c'est le côté intempestif de ces alertes, que ce soit au levé le vendredi matin ou par exemple quand mon frère était en plein rendez-vous client", ajoute Marine. Sur les réseaux sociaux, beaucoup disent avoir désactivé l'alerte, mais ce dispositif reste essentiel pour Xavière, cette habitante de Grand-Quevilly. "C'est très positif ce qu'a mis en place la préfecture. Ce dispositif, ça fait aussi partie de notre éducation au risque. Moi je me dis vaut mieux être alerté et on sait désormais que **c'est un bug**, ça ne remet rien en cause".*

La préfecture indique que ce problème **technique est temporaire**. Il a été identifié et pris en charge par les autorités nationales.

Pour afficher ce contenu Facebook, vous devez accepter les cookies **Réseaux Sociaux**.

Ces cookies permettent de partager ou réagir directement sur les réseaux sociaux auxquels vous êtes connectés ou d'intégrer du contenu initialement posté sur ces réseaux sociaux. Ils permettent aussi aux réseaux sociaux d'utiliser vos visites sur nos sites et applications à des fins de personnalisation et de ciblage publicitaire.

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Messages Fr-alert en boucle sur les téléphones, le problème est sur le point d'être résolu en Normandie

Dorothée BRIMONT

~3 minutes

Jeudi dernier, le 8 janvier 2026, à 17h, la préfecture de Seine-Maritime a utilisé le système Fr-alert pour la première fois. Depuis, les messages sont redondants sur certains téléphones. Le bug est sur le point d'être résolu par les services de l'État.



Seine-Maritime

1. Mettez-vous à l'abri en lieu sûr ;
2. Limitez vos déplacements aux seules urgences absolues ;
3. N'empruntez pas les routes inondées ;
4. Écartez-vous des berges, des cours d'eau et du littoral.



Depuis son déclenchement, jeudi 8 janvier 17h, de nombreuses personnes reçoivent régulièrement le message, alors même que l'événement est terminé. - PND



Jeudi 8 janvier 2026 à 17 h, alors que [la tempête Goretti](#) approche dangereusement de la Normandie, le préfet de Seine-Maritime prend la décision de déclencher [le système Fr-alert](#). Toutes les personnes présentes sur le département entendent cette sonnerie stridente émanant de leur téléphone et un message d'alerte. Une injonction de mise à l'abri à partir de 22 h. Un message de fin d'alerte est diffusé le vendredi matin.

Un dysfonctionnement identifié

C'est la première fois, hors exercice, que le système est déployé sur le territoire. La préfecture l'assure, cela a permis d'« *une anticipation des risques. Les consignes de sécurité ont été largement respectées.* » Ainsi « [aucune victime n'est à déplorer malgré l'intensité de l'événement.](#) »

Un système jugé efficace mais en partie dysfonctionnel. Depuis, de nombreux Seinomarins se plaignent de recevoir régulièrement l'alerte sur leur téléphone, comme ce lundi matin, vers 6 h 30. La préfecture, au courant du bug, indique que cet incident technique temporaire a été « *identifié et pris en charge par les autorités nationales.* »

Un retour à la normale est donc envisagé rapidement.

Lire aussi

[Boyaux de mouton de Chine, saumon de Russie... Les agriculteurs contrôlent les camions sur le port du Havre](#)

[Tempête Goretti en Normandie : des foyers toujours privés d'électricité et des retards SNCF](#)

[Évreux : par dépit amoureux, il porte une vingtaine de coups de ciseaux à sa conseillère en insertion](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Seine-Maritime](#)

FR-Alert : pourquoi recevez-vous encore des messages en Seine-Maritime ?

Écrit par Mathilde Riou

4–5 minutes

Le dispositif FR-Alert continue de dysfonctionner quatre jours après le passage de la tempête Goretti en Seine-Maritime pour laquelle il avait été déclenché. La préfecture assure que le retour à la normale est pour bientôt, sans plus de précision.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Un bruit strident...Un long message qui s'affiche sur votre téléphone : si vous habitez en Seine-Maritime, vous continuez peut être à recevoir des messages FR Alert alors qu'ils n'ont plus lieu d'être. Comme nous vous l'expliquions [le lendemain de la tempête Goretti](#) : il s'agit d'un bug expliqué [par les services de la préfecture](#) : "*dysfonctionnement technique temporaire identifiés et prise en charge par les autorités techniques nationales*".

Oui mais voilà pendant tout le week-end et encore ce lundi : ces messages intempestifs arrivent et agacent les destinataires. Vous

aussi vous avez peut-être été réveillé ce matin par un message d'alerte. Cet utilisateur a reçu ce message, à 6h52.

Des messages reçus à n'importe quelle heure. Sur les réseaux sociaux, plusieurs personnes s'en plaignent comme Brandon *“Encore reçu cette nuit à 2 h 30 !! Merci le réveil en fanfare. Sans déconner”*

[Des habitants de la Seine-Maritime réveillés en pleine nuit à cause du bug FR Alert. • © Facebook Préfecture de Seine-Maritime](#)

Vous l'avez compris, il n'y a aucune alerte en cours.

[Les réactions des habitants du 76 ne se sont pas faites attendre. • © Facebook Préfecture de Seine-Maritime](#)

Si ce bug devait continuer dans les prochains jours, certaines personnes seraient tentées de tout faire pour ne plus recevoir ces messages. Et en effet, dans les paramètres de votre téléphone, vous pouvez désactiver presque toutes les alertes de ce type, dont celles qui vous préviennent d'une tempête. Seule l'alerte maximum ne peut pas être désactivé, elle correspond à une tuerie de masse en cours par exemple.

Mais si on désactive tout cela, on ne sera pas prévenu de la marche à suivre si un incident survient, type tempête ou [catastrophe comme Lubrizol par exemple.](#)

D'ailleurs ce dispositif [FR-Alert a été créé en France suite après l'incident industriel de Lubrizol](#), dans le but d'avertir la population.

Il a été lancé en 2022. Et jeudi dernier, c'était la première fois qu'il était utilisé en Seine-Maritime hors période de test. Force est de constater qu'il est encore perfectible. Contactée ce lundi, la préfecture assure qu'un retour à la normale est pour bientôt sans en dire plus sur les raisons du dysfonctionnement et sa résolution.

Avec Martin Cribier

Armée : le service national volontaire intéresse les jeunes Normands

Philippe Dufresne

5–6 minutes

Le SNV, ou service national volontaire, est ouvert aux candidatures depuis le 12 janvier 2026. Mais depuis la fin 2025, les jeunes multiplient les demandes de renseignements.



Publié: 13 Janvier 2026 à 09h11 Temps de lecture: 2 min

L'armée a toujours aimé les sigles et les acronymes. Avec l'arrivée du [Service national volontaire \(SNV\)](#), la tradition est respectée. Ce SNV est opérationnel depuis le lundi 12 janvier 2026. Inutile de se rendre au Cirfa (Centre d'information et de recrutement des Forces armées) de son secteur pour s'inscrire, tout se fait en ligne.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

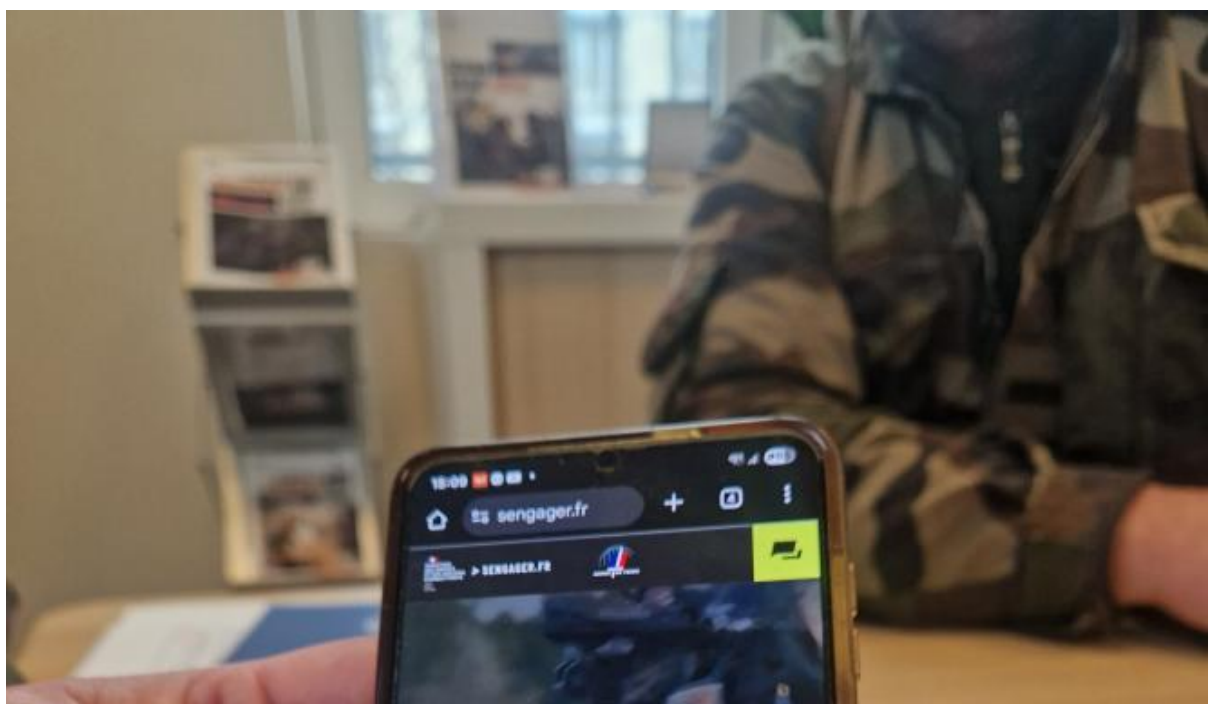
Ceci étant posé, [le Cirfa est totalement habilité à répondre aux interrogations des postulants](#). À celui du Havre, les adjudants-chefs Matthieu et Géraud notent un réel intérêt du jeune public pour le SNV. « *Depuis la mi-décembre, on a des appels ou des visites pour en savoir plus* », expliquent-ils.

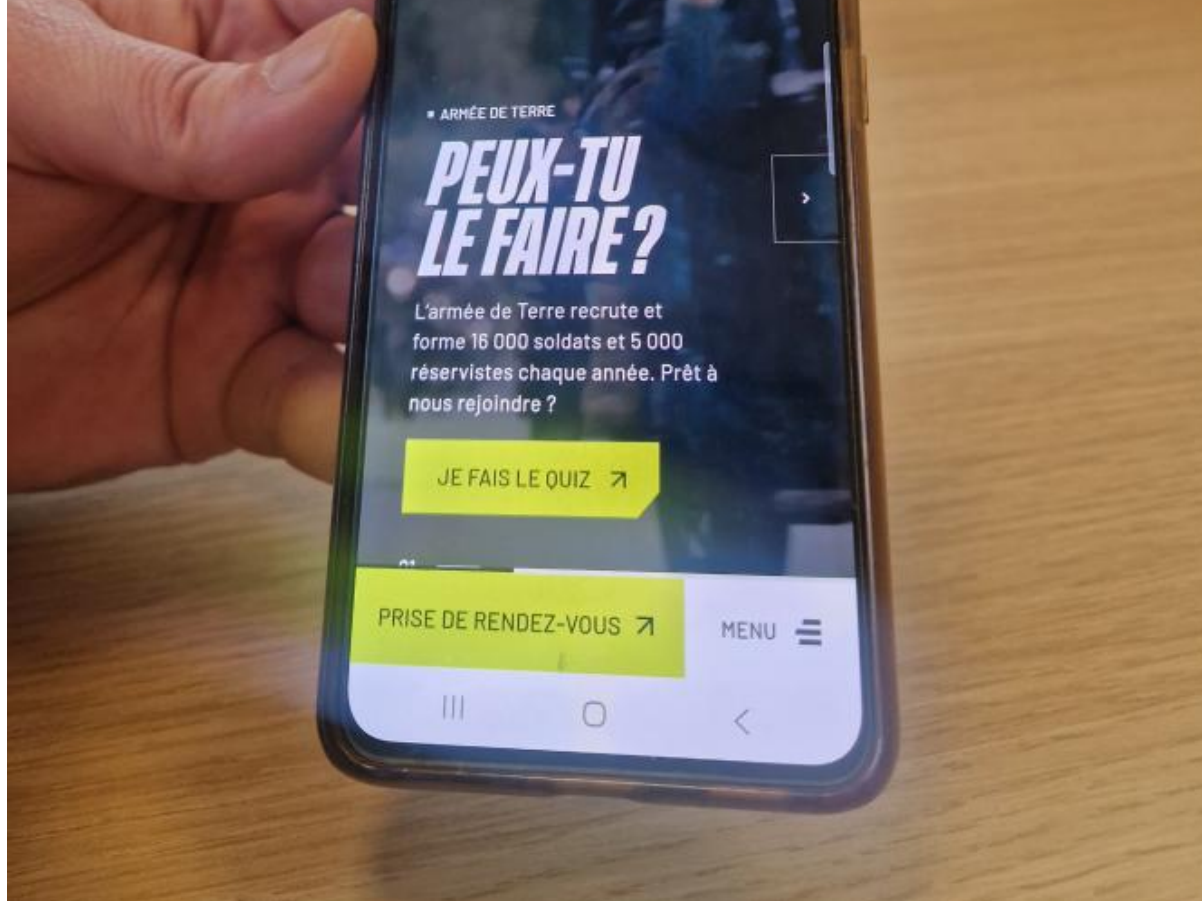
Premier point fondamental, [le SNV n'a rien à voir avec le SMV \(service militaire volontaire\)](#), ce dernier étant destiné aux jeunes en difficulté voulant se réinsérer via une formation par le biais de l'armée. « *Le SNV est un engagement contractuel pour une durée de dix mois. Il n'y a que 1 800 places dans l'Armée de Terre au plan national. Pour postuler, il faut avoir été recensé et avoir effectué la Journée de défense citoyenneté* », avertit l'adjudant-chef Matthieu.

Pour postuler, il faut se rendre sur le site « [s'engager.fr](#) » et cliquer sur le choix Service national volontaire

Adjudant-Chef Matthieu, Conseiller militaire au Cirfa du Havre

La principale différence avec l'ancien service militaire est que le SNV n'est pas obligatoire. Il est mixte, ouvert aux citoyens français âgés entre 18 et 25 ans et donc basé sur le volontariat. « *Pour postuler, il faut se rendre sur le site [sengager.fr](#) et cliquer sur le choix Service national volontaire. Une fois inscrit le postulant est recontacté pour un questionnaire complémentaire par téléphone ou en ligne* », complètent les conseillers militaires.





Les premières démarches se font obligatoirement en ligne. -
Philippe Dufresne

Suit une rencontre en présentiel, dans une caserne de l'Armée de Terre (sachant qu'il n'y en a plus en Normandie) pour une visite médicale et la signature du contrat. L'incorporation se fait selon trois dates, en septembre, octobre ou novembre. *« L'idée est que les dix mois d'engagement ne perturbent pas un cursus scolaire et puissent s'envisager comme une césure. Il n'y aura pas de places pour tout le monde, les premiers sélectionnés seront prioritaires »*, souligne l'adjudant-chef Matthieu.

Patriotisme et besoin d'être utile

La perspective de passer dix mois dans l'Armée de Terre semble séduire une partie du public visé. *« On a eu des appels de personnes jeunes, motivées, voulant en savoir plus sur les modalités d'inscription. Les motivations sont variées. Il y a des étudiants se donnant un an de réflexion sur leur parcours de vie. D'autres sont animés par le patriotisme, la volonté de défendre le pays et ses valeurs. D'autres encore aiment l'armée sans vouloir*

en faire leur métier sans oublier le besoin d'être utile », résume l'adjudant-chef Géraud.

Pour tout renseignement, téléphonez au 09 78 04 88 88.

Lire aussi

[Montivilliers. Deux groupes locaux partagent la scène pour un concert pop-rock](#)

[Crimes oubliés en pays de Caux : le destin tragique de Marie Chesnel dans les bas-fonds du Havre](#)

[Parkings de l'hôpital Monod : les usagers sont-ils devenus « des vaches à lait » ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#)

[Le Havre](#)



[Il a incité des mineurs à consommer, chez lui, stup et alcool : un Havrais sous les verrous](#)



Colère agricole : une vingtaine d'agriculteurs contrôlent les camions réfrigérés à l'entrée du port du Havre - ICI

Marianne Naquet , Lila Lefebvre

4–5 minutes

Certains agriculteurs ont passé la nuit sur place, au Havre. © Radio France - Lila Lefebvre

Publié le lundi 12 janvier 2026 à 8:40

Une vingtaine d'agriculteurs ont entamé ce lundi 12 janvier une série de contrôles des camions réfrigérés, sur la zone industrielle du port du Havre. Depuis samedi, à l'appel des JA et de la FNSEA, ils ont mis en place un barrage filtrant pour dénoncer l'accord commercial avec le Mercosur.

Après le feu vert donné vendredi 9 janvier au traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur, la colère des agriculteurs français ne retombe pas. La France s'est dite opposée à ce traité dont la signature est prévue samedi 17 janvier, au Paraguay. Plusieurs actions sont menées dans tout le pays, notamment au Havre où **une vingtaine d'agriculteurs**, à l'appel de la FNSEA et des Jeunes Agriculteurs, se sont postés **au péage d'entrée de Port 2000 où arrivent les porte-conteneurs**, ce lundi 12 janvier. Les agriculteurs veulent tenir encore ce lundi même s'ils savent qu'ils pourraient rapidement être délogés, car Le Havre est le plus grand port commercial de France.

Il s'agit d'un **poste stratégique** puisque **que c'est là que doivent**

passer les camions pour quitter le port et livrer les quelque trois millions de conteneurs qui transitent chaque année par le port du Havre. Les agriculteurs normands passent un nouveau cran dans la protestation. Leur objectif est de contrôler les conteneurs de marchandises alimentaires qui arrivent du monde entier dans le port du Havre. Ils partent ensuite en camion en prenant obligatoirement le péage d'entrée dans le port, la porte François 1^{er} où ils sont installés depuis 6 heures ce matin.

La zone industrielle du port du Havre est le lieu de mobilisation des agriculteurs depuis samedi 10 janvier, contre l'accord commercial entre l'Union Européenne et le Mercosur. © Radio France - Lila Lefebvre

Selon notre reporter sur place, **les agriculteurs se concentrent sur les camions blancs**, ceux qui transportent des produits réfrigérés. Un premier camion a été contrôlé, il transportait des soupes en provenance de Thaïlande. Les agriculteurs ont négocié quelques minutes puis le conducteur a ouvert. À l'aide d'un cutter, un agriculteur a découpé le filet de sécurité et sorti une boîte pour regarder les indications à l'arrière. Après vérification du respect des normes européennes, le routier a pu repartir avec ses soupes. Pendant ces opérations, certains routiers ont klaxonné en soutien. Ce dimanche, seulement deux poids-lourds ont été contrôlés. Ce **lundi, les agriculteurs vont voir passer 5.000 camions**. La police portuaire a été dépêchée sur place.

- [Agriculture](#)
- [Mercosur](#)
- [Élevage](#)
- [Crise agricole](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

Crise agricole : du Havre à l'autoroute A1, les agriculteurs en colère multiplient les actions pour s'opposer à l'accord UE-Mercosur

LIBERATION, AFP

4–5 minutes

Après un tour dans la capitale la semaine dernière [et une pause sous la tour Eiffel](#), de nouvelles actions de la part des agriculteurs français opposés à [l'accord entre l'UE et des pays du Mercosur sud-américain](#) sont en cours ce lundi. Deux points névralgiques du transport de marchandises sont désormais dans le viseur de la profession.

Premier lieu de blocage : le Havre, en sa qualité de premier port français pour le trafic de conteneurs. Environ 150 agriculteurs présents sur place entendent inspecter tous les camions qui entrent ou sortent pour écarter les produits alimentaires non conformes aux normes imposées aux producteurs français et européens, sans bloquer l'entrée du port. Ils n'ont pu contrôler que deux poids lourds dimanche, mais en attendent «5 000 par jour» à partir de lundi, a expliqué Justin Lemaître, secrétaire général des Jeunes Agriculteurs de Seine-Maritime (JA76).





Des agriculteurs français arrêtent des chauffeurs pour inspecter le transport de produits étrangers, dans le port du Havre, dimanche 12 janvier. (Lou Benoist/AFP)

Autre point de mobilisation : l'autoroute A1, «*axe routier le plus fréquenté*» du pays selon son concessionnaire, la Sanef, et passage privilégié entre Paris et les deux principaux ports de marchandises d'Europe, Anvers (Belgique) et Rotterdam (Pays-Bas). Dimanche soir, vers 21 h 30, plusieurs dizaines d'agriculteurs ont bloqué le péage de Fresnes-Lès-Montauban, au sud de Lille, sur l'A1, pour contrôler les marchandises des camions, de nouveau autorisés à rouler après l'interdiction de circulation dominicale.

Manifestations en Italie, en Pologne et en Irlande

La Coordination rurale entend également bloquer un dépôt pétrolier sur le port de La Rochelle ce lundi matin. Deux autres dépôts ont en revanche été libérés dans le Nord et en Gironde ces derniers jours. La préfecture de Savoie menace pour sa part d'intervenir lundi matin pour libérer celui d'Albens, sur la commune d'Entrelacs (Savoie), selon la Confédération paysanne.

Dans les Pyrénées-Atlantiques, la centaine d'agriculteurs non syndiqués établie depuis vendredi sur l'autoroute A63 – l'un des principaux axes routiers entre la France et l'Espagne – a levé le barrage dans la nuit après négociation avec le préfet. Ce dernier «*s'est rendu personnellement sur place pour dialoguer avec la centaine d'agriculteurs présents, entre 23 heures et 1 h 30 du matin. A l'issue, le blocage a été levé sans dégradation*», a fait savoir la préfecture des Pyrénées-Atlantiques dans un

communiqué, précisant que le trafic pourrait reprendre «*dans les heures à venir*».

Plus loin, au sud de Toulouse, cela fera un mois ce lundi que l'A64 est occupée par les [«Ultras de l'A64»](#). Dans le Tarn-et-Garonne voisin, les locaux de la Mutualité sociale agricole (MSA) resteront fermés au public à partir de lundi pour dénoncer des actes de vandalisme commis dans la nuit de vendredi à samedi.

Outre la France, des manifestations ont également eu lieu en Italie, en Pologne ou encore en Irlande. Cette vaste mobilisation agricole, commencée le mois dernier en opposition à la gestion gouvernementale de la [dermatose nodulaire contagieuse \(DNC\) bovine](#), a été amplifiée par le feu vert européen donné vendredi à l'accord avec le Mercosur, qui doit être signé samedi prochain au Paraguay. Pour ses détracteurs, ce traité va bousculer l'agriculture européenne avec des produits importés d'Amérique latine moins chers et pas forcément respectueux des normes européennes, faute de contrôles suffisants.

Mais la ratification du traité dépend encore d'un vote, qui s'annonce serré, au Parlement européen, probablement en février ou en mars. Un grand rassemblement d'agriculteurs est prévu devant son siège strasbourgeois le 20 janvier.

Mercosur : sur le port du Havre, les agriculteurs s'improvisent contrôleurs de marchandises

Par Laurent Derouet Le 12 janvier 2026 à 16h32

4–5 minutes

Adieu veaux, vaches, cochons... Ici, sur le port du Havre ([Seine-Maritime](#)) au milieu des conteneurs, des portiques de déchargement et des poids lourds, l'ambiance était loin d'être champêtre en ce lundi 12 janvier au matin. Et pourtant, à l'appel des Jeunes agriculteurs (JA) de Normandie, ils étaient encore une bonne trentaine à venir manifester leur opposition à [l'accord du Mercosur](#) au niveau de la porte François 1er, d'où sortent les conteneurs déchargés sur les quais de Port 2 000.

[Ils sont arrivés samedi](#) depuis le pont de Normandie, là où ils s'étaient donné rendez-vous par dizaines en provenance des cinq départements normands. Avec un objectif en tête, celui de rejoindre le port du Havre pour y mener des opérations de contrôles ciblées dès ce lundi matin.

« L'idée ce n'est pas de tout bloquer. On s'intéresse aux camions frigorifiques et à ce que l'on trouve à l'intérieur », résume Justin Lemaître, le secrétaire général des JA76, les traits un peu tirés par deux nuits à tenir la position dans des conditions météo hivernales. « On regarde le bon de livraison des chauffeurs, on leur demande de descendre, on les autorise à filmer les opérations s'ils le souhaitent et on ouvre la remorque pour vérifier d'où proviennent les marchandises ».

« Ils se battent pour leur gagne-pain »

Le temps d'expliquer la démarche, et voilà que le poids lourd d'un transporteur local se range sagement sur une voie annexe, « bloqué » symboliquement par un tracteur. Le temps de couper à la disqueuse les liens jaunes apposés par le service des douanes, les portes arrière sont ouvertes dans le calme, sous le regard placide du conducteur. « Moi, je les laisse faire », sourit ce dernier. « Je les soutiens même. Ils se battent pour leur gagne-pain. Après, moi je ne suis là que pour aller d'un point A à un point B. Dans la majorité des cas, je ne sais même pas ce que je transporte, ni où la cargaison va atterrir ». Dans le cas présent, ce sont des soupes de nouilles venues de Corée du Sud, sûrement en partance pour la région parisienne.



Newsletter L'essentiel du matin

Un tour de l'actualité pour commencer la journée

« On prélève à chaque fois un échantillon pour faire un bilan à la fin du mouvement », continue Justin Lemaître. « Depuis ce matin, on a eu des champignons venus de Chine ou encore trois camions chargés de boyaux lavés de moutons qui serviront à fabriquer des saucisses et des merguez. Là encore ça venait de Chine ». Une aberration selon lui puisque dans le même temps les éleveurs français doivent détruire ces mêmes boyaux, « car on leur dit que ce n'est pas rentable de prendre le temps de les laver chez nous ».

« Des denrées qui pourraient être produites en

France »

Aux alentours de treize heures, une petite vingtaine de poids lourds avaient été inspectés avec parmi les prises des filets de colin d'Alaska, passés eux aussi par l'Empire du milieu, ou encore des crevettes pêchées au Honduras. « Nous sommes attentifs aux produits venus d'Amérique du Sud. Mais ce que l'on constate surtout c'est que beaucoup de ces denrées importées pourraient la plupart du temps être produites en France », regrette le syndicaliste qui a en ligne de mire [la manifestation prévue le 20 janvier](#) à Strasbourg, devant le Parlement européen. « D'ici là, il faut occuper le terrain, montrer qu'on ne veut rien lâcher ».

Prévues au moins jusqu'à lundi soir, les opérations de contrôle pourraient être renouvelées ce mardi. « On fera le point dans la soirée. La motivation est là. Mais en même temps, il faut s'occuper de nos exploitations et recharger un peu nos batteries ». Car il le sait, la mobilisation s'annonce longue.

Les agriculteurs installent un barrage filtrant au port du Havre pour dénoncer l'accord UE-Mercosur

4–5 minutes

Une centaine d'agriculteurs ont contrôlé ce dimanche les produits alimentaires qui entraient et sortaient du port. Le veille, ils avaient appliqué ce "barrage filtrant" sur le pont de Normandie.

Une centaine d'agriculteurs ont mis en place dimanche un "barrage filtrant" à l'entrée du port du Havre (Seine-Maritime) pour contrôler les camions afin de dénoncer [l'accord entre l'UE et le Mercosur sud-américain](#), qui mobilise ailleurs en France et en Europe.

Un contrôle des marchandises

Après la démonstration de force jeudi à Paris de la Coordination rurale, des manifestations ont eu lieu vendredi en Pologne et Italie puis encore samedi en Irlande pour protester contre ce traité entre l'UE, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, qui créerait l'une des plus grandes zones de libre-échange au monde, de plus de 700 millions de consommateurs.

Au Havre, les agriculteurs ont établi samedi soir un petit camp de base à l'entrée du premier port à conteneurs français pour contrôler "un maximum de produits alimentaires qui entrent et qui sortent", a expliqué par téléphone Justin Lemaître, secrétaire général des Jeunes Agriculteurs de Seine-Maritime (JA76), un syndicat proche de la première organisation agricole française, la FNSEA.

Les militants agricoles entendent bloquer les aliments qui ne respectent pas les normes sanitaires et environnementales

imposées aux producteurs français et européens. Ils avaient réalisé le même dispositif la veille sur [le pont de Normandie](#).

"On veut être en place pour ce soir, où le trafic va s'intensifier. Demain lundi, on nous annonce 5.000 camions par jour", a-t-il dit, précisant vouloir "filtrer mais pas bloquer les accès au port du Havre, pour ne pas bloquer totalement l'activité des dockers".

Des barrages autoroutiers

D'autres actions sont en cours ailleurs en France, comme en Savoie, où une cinquantaine d'agriculteurs bloquent depuis jeudi soir le dépôt pétrolier d'Albens, sur la commune d'Entrelacs, a indiqué dimanche la Confédération paysanne, qui précise que "la préfecture menace de nous déloger lundi matin".

Des barrages sont aussi en place sur des axes routiers, sur l'A63 à Bayonne ou l'A64, à Carbonne, au sud de Toulouse, bloquée depuis le 12 décembre par "Les Ultras de l'A64". La Coordination rurale prépare également une action dimanche soir l'autoroute A1, dans le nord du pays, au niveau du péage de Fresnes-les-Montauban (Pas-de-Calais), a-t-on appris auprès d'un porte-parole.

Par ailleurs, à partir de lundi, les locaux de la Mutualité sociale agricole (MSA) dans le Tarn-et-Garonne resteront fermés au public pour dénoncer des dégradations commises dans la nuit de vendredi à samedi. Des agriculteurs "ont fracturé des vitres, saccagé des bureaux en épandant du lisier", a déploré Pierre Marie Senes, directeur adjoint de la Mutualité Sociale Agricole de Montauban, auprès d'un correspondant de l'AFP.

Un traité qui ne passe pas

Cette mobilisation agricole, lancée il y a un mois contre la gestion gouvernementale de [la dermatose nodulaire contagieuse \(DNC\)](#), a été amplifiée par le feu vert donné vendredi par une majorité de pays européens à l'accord avec le Mercosur, qui doit être signé samedi prochain au Paraguay.

Pour ses détracteurs, ce traité va bousculer l'agriculture européenne avec des produits importés d'Amérique latine moins chers et pas forcément respectueux des normes européennes, faute de contrôles suffisants.

En supprimant une large part des droits de douane, l'accord favorise les exportations européennes de voitures, de machines, de vins, d'huile d'olive et de produits laitiers, et il facilite l'entrée en Europe de boeuf, de volaille, de sucre, riz, miel, et soja.

La ratification du traité dépend encore d'un vote, qui s'annonce serré, au Parlement européen, probablement en février ou en mars. Un grand rassemblement d'agriculteurs est prévu devant son siège strasbourgeois le 20 janvier.

Boyaux de mouton de Chine, saumon de Russie... Les agriculteurs contrôlent les camions sur le port du Havre

Barbara HUET

6–7 minutes

La mobilisation des Jeunes Agriculteurs opposés au Mercosur se poursuit, ce lundi 12 janvier 2026, sur le port du Havre. Ils ne bloquent pas les accès mais contrôlent tous les camions frigorifiques, afin de vérifier la provenance des denrées alimentaires.



Publié: 12 Janvier 2026 à 12h31 Temps de lecture: 2 min

« *Boyaux de moutons chinois...* » Après avoir vérifié le chargement d'un poids lourd sur le port du Havre, Quentin Lasnon, agriculteur à Grémonville, près d'Yvetot, annonce la nature des denrées transportées. « *Des produits que nous sommes largement capables de produire en France !* », assure-t-il.

Il n'est pas encore 10 h, ce lundi 12 janvier 2026, et les Jeunes Agriculteurs (JA) normands poursuivent [leur mobilisation](#), démarrée il y a deux jours dans la cité Océane.

Depuis samedi soir en effet, les JA sont installés au niveau de l'entrée de Port 2000. Ils ne bloquent pas les accès mais contrôlent les poids lourds. « *On cible les camions de transport frigorifique. On vérifie la provenance de leur marchandise afin de voir ce qui*

arrive chez nous. Et l'on prend des échantillons lorsque cela nous concerne directement », explique Quentin Lasnon.

« Demain, avec le [Mercosur](#), on importera sûrement beaucoup de viande qui vient du Brésil et principalement des pays d'Amérique du Sud. Des produits qui ne respectent pas nos normes et ne seront peut-être pas contrôlés... Or, c'est ce que l'on ne veut pas. »*

« C'est l'incompréhension qui domine »

En début d'après-midi, lundi, les [JA](#) avaient inspecté une trentaine de camions depuis le début de la journée. Ils ont, notamment, découvert du saumon provenant de Russie et de Thaïlande, de la soupe et de la viande de Chine, des champignons d'Asie également... *« On les laisse repartir mais au moins, on saura qu'il y a ce genre de produits importés chez nous »*, note Quentin Lasnon.

La plupart des conducteurs de poids lourds soutiennent l'action des agriculteurs. Ceux qui ne font pas l'objet d'un contrôle n'hésitent pas à klaxonner et lever le pouce en signe d'encouragement. Et ceux qui sont arrêtés sont dans le même état d'esprit : *« Je comprends les agriculteurs, à 100 %. Ils travaillent dur et c'est tout à fait normal qu'ils défendent leur activité »*, souligne un conducteur, pendant que le chargement de son véhicule est vérifié. Le professionnel qui se dirige vers Abbeville, dans la Somme, ignore ce qu'il transporte. Il ne s'attendait pas à devoir ouvrir son camion mais patiente dans la bonne humeur et le répète : *« Je les soutiens ! »* Puis il reprend le volant pour aller livrer des cartons de poissons surgelés provenant de Chine.

« On parle sans arrêt de réindustrialiser la France, d'avoir une agriculture forte, des débouchés forts... et derrière, on nous sacrifie »

Quelques minutes plus tard, un autre conducteur fait également preuve de bonne volonté. Pour lui, en revanche, il sera plus compliqué de repartir : il transporte un conteneur scellé qui ne doit donc pas être ouvert avant d'arriver à destination. Par ailleurs, les

JA ont prélevé un carton, qu'ils ont ouvert, en guise d'échantillons. « *La cargaison est incomplète, donc je ne sais pas si le client va l'accepter* », explique-t-il très calmement, en s'emparant de son téléphone portable pour s'enquérir des consignes à suivre.





Les JA ont ouvert un carton contenant des champignons. - Paris Normandie

Tant qu'ils n'auront pas le sentiment d'avoir été entendus, les agriculteurs resteront mobilisés. Toujours entre 30 et 40 sur place, ils se sont relayés et ont poursuivi leur action durant toute la journée. Une réunion est prévue dans la soirée, afin de décider de la suite du mouvement.

« C'est l'incompréhension qui domine : on parle sans arrêt de réindustrialiser la France, d'avoir une agriculture forte, des débouchés forts... et derrière, on nous sacrifie », martèle Justin Lemaitre, secrétaire général des JA 76.

* : Les JA s'opposent à l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay). Ils craignent une concurrence déloyale avec des pays qui ne sont pas soumis aux mêmes normes de production.

Lire aussi

[Comédiens de la Lézarde : le jubilé de la troupe à Montivilliers et Harfleur en janvier-février 2026](#)

[Le Havre. Une exposition originale qui fait parler les murs des chambres d'ado](#)

[Études supérieures : Le Havre accueille le 2e salon Studyrama le 17 janvier 2026](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre Normandie](#)

Contenus sponsorisés

[Le Havre](#)

Seine-Maritime. Le Mercosur, "c'est un coup de poignard dans nos filières" pour les Jeunes agriculteurs

Ghislain Annetta

5-6 minutes

La Normandie réunifiée. Des représentants des [Jeunes agriculteurs](#) du nord et du sud de la Seine se sont retrouvés, samedi 10 janvier, à midi, au pied du pont qui porte le nom de leur région. Ils sont accompagnés par leurs collègues plus âgés, issus des rangs de la FNSEA, le principal syndicat en Seine-Maritime. *"Mais la vraie cible, elle n'est pas ici. La vraie cible, c'est [le port du Havre](#). L'idée, c'est de bloquer le port et de contrôler l'intérieur de tous les camions."* Pendant que Justin Lemaître, secrétaire général des JA 76, prévient ses troupes, les autorités et les médias présents, juché sur un bloc béton de la barrière de péage, *"trente bennes sont déjà en route"* vers la destination choisie.

"L'idée, c'est d'aller les rejoindre maintenant, de bloquer un maximum de ponts et de s'installer pour contrôler ce qui entre et ce qui sort." Le cortège s'est arrêté un moment devant l'entreprise Seafrigo, rue du général Chanzy, où ils ont déversé le contenu de leurs remorques. Puis le camp a été monté sur un rond-point, au carrefour de la route de l'Estuaire et de l'avenue Amiral-Chillou, pas loin des portiques de Port 2000. Le symbole est fort et les manifestants y ont passé une première nuit, de samedi et à dimanche. Ils prévoyaient d'en passer une seconde *"si les autorités ne nous délogent pas"*, expliquait le responsable, dimanche midi.

Négociations avec les autorités

La veille, Emmanuel Roch, le président régional des Jeunes agriculteurs, originaire du pays de Bray et son homologue de Seine-Maritime, le Cauchois Jérôme Malandain ont dû déjà négocier avec [Elsa Pépin, sous-préfète du Havre](#), le général Eric Delain, commandant la région de gendarmerie de Normandie et le chef d'escadron Arnaud Chérel, patron de l'Escadron départemental de sécurité routière de Seine-Maritime. L'objet du litige : certains convois, chargés de fumier et/ou de bois, ne pouvaient atteindre le péage, stoppés par les forces de l'ordre. *"C'est une route prioritaire pour les secours, on ne veut pas de déversements"*, plaidaient les autorités. Tant qu'ils n'avaient pas obtenu gain de cause, les JA entravaient la circulation des usagers de l'autoroute A29, venant de la direction d'Amiens, à la sortie du viaduc de Rogerville. Les agriculteurs n'ont pas eu trop de mal à convaincre de poursuivre l'opération puisqu'ils ne visaient pas le pont.



"Le Mercosur, ce sont des produits qui ne respectent aucune norme. Cela ne pose de problème à personne" Jérôme Malandain, président des JA 76 - Ghislain Annetta

"On se battra jusqu'au bout"

Mais pourquoi cette manifestation avait-elle lieu ? *"On est là pour redire non au Mercosur"*, insistait Justin Lemaître. Cet accord de libre-échange entre l'Europe et six pays d'Amérique latine et du Sud doit être signé samedi 17 janvier au Paraguay par la commissaire européenne Ursula Van der Leyen. Le coup n'est-il pas trop tardif ? *"Elle peut le signer, on se battra jusqu'au bout"*, répond le secrétaire général des JA 76. *Il y a encore l'étape du Parlement européen. On fera tout pour que cet accord ne soit pas appliqué."* Il évoque un recours administratif : la Cour européenne de justice pourrait être saisie. Pour lui, *"l'agriculture française a tout à craindre du Mercosur parce que l'on parle de plusieurs milliers de tonnes importées et de plusieurs produits agricoles qui mettraient un coup de poignard dans nos filières qui sont déjà en difficulté pour certaines"*.

"On aime notre métier. On aime notre élevage à la française"

Jérôme Malandain abonde : *"Si on baisse les bras, cela veut dire qu'on n'y croit plus du tout. Alors qu'on croit encore en notre métier. Il faut qu'on se batte pour notre profession, notre revenu et notre avenir."* Le président des Jeunes agriculteurs de Seine-Maritime poursuit : *"Le Mercosur, ce sont des produits qui vont arriver chez nous et qui ne respectent aucune norme. Cela ne pose de problème à personne, visiblement. Nous, cela nous en pose. On aime notre métier. On aime notre élevage à la française."* Et quand bien même la bataille du Mercosur serait perdue, *"il y a d'autres revendications à côté. Cela fait quatre ans que l'on manifeste et il ne se passe rien. On se dit que si on bouge, l'Union européenne fera enfin quelque chose en contrepartie"*. Cela pourrait passer par un geste pour la taxe sur les engrais, autre point de crispation. *"On nous a déjà annoncé un report. Ce que l'on veut, c'est une annulation"*, remarquait Emmanuel Roch. *"Même si on nous a*

proposé une augmentation du budget de la PAC (politique agricole commune), le compte n'y est toujours pas. Cela ne compense pas le Mercosur. Tant que l'Europe ne comprendra pas qu'on est contre sa politique, on continuera de se mobiliser et de faire attendre notre voix." Dès le 20 janvier à Strasbourg ?

[Photos] Mouvement des Jeunes Agriculteurs. Sur le port du Havre : "Les consommateurs devraient être avec nous"

Ghislain Annetta

2-3 minutes

"Des poissons russes, des champignons venus de Chine, des saumons chinois, des boyaux de mouton de la même provenance, des soupes thaïlandaises."



Les "douanes agricoles" ont fait d'insolites découvertes dont des boyaux de mouton venus de Chine - Ghislain ANNETTA

Mobilisation

Lundi 12 janvier, en fin de matinée, Ansbert Lair énumère les produits découverts dans les camions sortant du port du Havre. Membre des Jeunes Agriculteurs de Seine-Maritime, cet exploitant est installé à La Cerlangue, près du pont de Tancarville. Il n'a pas hésité à quitter sa ferme pour rejoindre ses camarades à la barrière d'accès de Port 2000.



Les agriculteurs sont arrivés sur le port après s'être rassemblés au pont de Normandie - Ghislain ANNETTA

"Un prélèvement pour garder une trace"

Depuis samedi 10 janvier et leur rassemblement sur le pont de Normandie, les JA ont rejoint la zone portuaire havraise afin de contrôler les convois frigorifiques dont les produits entrent sur le territoire national.

Ils se relaient pour assurer une présence de jour comme de nuit, au moins jusqu'à ce lundi soir. *"Le but n'est pas de tout jeter. Nous effectuons juste un prélèvement pour garder une trace"*, explique-t-il au milieu des autres JA.

"Nous défendons notre alimentation"

Le Cauchois était déjà à Bruxelles, pour la manifestation européenne du 18 décembre. *"Nous ne défendons pas que notre métier mais aussi notre alimentation. Les consommateurs devraient être ici avec nous. C'est aussi pour eux qu'on se bat. L'accord du Mercosur, s'il est signé, traduit une véritable aberration. On nous demande de produire de la qualité et on importe de la cochonnerie."*



Ansbert Lair, au premier plan (blouson bleu marine et rouge) :
"L'accord du Mercosur, s'il est signé, traduit une véritable aberration. On nous demande de produire de la qualité et on importe de la cochonnerie" - Ghislain ANNETTA

Le drapeau européen décroché et remplacé par celui des Jeunes Agriculteurs par ce maire de Seine-Maritime

2-3 minutes

Le 12 janvier, le maire des Grandes-Ventes et conseiller départemental a décroché le drapeau européen, pour le remplacer par le drapeau des Jeunes Agriculteurs. Tout un symbole !

Sur le même thème

[Agriculture](#)

[Nicolas Bertrand](#)

[Pays de Bray](#)



Ce maire de Seine-Maritime décroche le drapeau européen pour le remplacer par celui des Jeunes Agriculteurs. ©Nicolas Bertrand

Par [Eric Pochon](#) Publié le 13 janv. 2026 à 10h26

Dans un contexte de fortes [mobilisations agricoles](#), Nicolas Bertrand, maire des [Grandes-Ventes](#), en **Seine-Maritime**, a décidé de retirer le **drapeau européen** de la mairie, à la suite du vote en faveur de l'accord Mercosur, malgré le vote « contre » de la **France**.

L'avenir des villages ruraux

Annoncé ce **lundi 12 janvier 2026** en début de soirée, et en contestation à cet accord voté à Bruxelles, ce maire du [Pays de Bray](#) refuse publiquement cet accord qui « **vient tuer nos exploitations. Il vient tuer nos villages** » a-t-il exprimé sur sa page Facebook.

Il a également annoncé sur cette même publication qu'« **en soutien total au mouvement des agriculteurs et des Jeunes Agriculteurs, j'ai décidé que les drapeaux des JA flotteront désormais devant la mairie des Grandes-Ventes.** »

Dans les commentaires, [Nicolas Bertrand](#) est soutenu par les internautes dans cette action forte de sens, dans un contexte de crise agricole et de mobilisation sur l'ensemble du territoire français.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Beaucoup de commentaires demandent à ce que d'autres maires suivent son geste symbolique, afin de montrer un soutien total aux agriculteurs qui se mobilisent pour tenter de sauver leur métier.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Colère des agriculteurs : plusieurs ports visés, un barrage filtrant sur l'A1 | TF1 Info

par La rédaction de TF1info (nouvelle fenêtre)

4–5 minutes

Publié le 11 janvier 2026 à 22h45, mis à jour hier à 10h03

- **Opposés notamment à l'accord UE-Mercosur, les agriculteurs restent mobilisés sur le terrain.**
- **Des agriculteurs ont bloqué lundi un dépôt pétrolier à La Rochelle et des silos à grains à Bayonne, dans le sillage d'un barrage filtrant établi ce week-end sur le port du Havre.**
- **Une opération est également en cours sur l'autoroute A1, tandis que l'A63 a été débloquée cette nuit à Bayonne.**

Ils ne relâchent pas la pression. Malgré [la signature du traité](#) entre l'Union européenne et le Mercosur, prévue samedi 17 janvier, les agriculteurs ne s'avouent pas vaincus. Après [le coup de force de la Coordination rurale](#), jeudi à Paris, le monde agricole continue de se mobiliser.

Plusieurs ports visés

La journée de lundi a débuté par deux blocages sur des sites portuaires du Sud-Ouest. Un barrage de ballots de paille a été

établi devant des installations pétrolières sur le port industriel de La Pallice, près de La Rochelle, avec une trentaine de tracteurs et une soixantaine de manifestants à l'appel de la Coordination rurale de Charente-Maritime (CR17), a constaté un photographe de l'AFP.

D'autres manifestants ont annoncé bloquer lundi matin le site céréalier Maïsica sur le port de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), action menée par la Confédération paysanne, le Modef et le syndicat basque ELB en dépit d'une interdiction de rassemblement annoncée par la préfecture.

Non loin de là, sur l'autoroute A63 à hauteur de Bayonne, la centaine d'agriculteurs établie depuis vendredi a levé dans la nuit de dimanche à lundi le barrage sur [cet axe routier majeur entre la France et l'Espagne](#), après négociation avec le préfet. Ce dernier avait menacé d'un« "déblocage rapide"» par la force pour déloger ces manifestants non syndiqués, qui s'étaient surnommés "les Ultras de l'A63".

Le port du Havre contrôlé depuis samedi

Au Havre, en Seine-Maritime, environ 150 agriculteurs avec des tracteurs se trouvaient, dimanche 11 janvier au soir, au niveau d'un rond-point contrôlant l'entrée du port, où ils ont allumé un grand feu pour lutter contre le froid. Sur place depuis la veille, ces militants agricoles souhaitent contrôler tous les camions qui entrent ou qui sortent et bloquer les produits alimentaires qui ne respectent pas les normes imposées aux producteurs français et européens.

En raison de l'interdiction faite aux poids lourds de circuler le week-end, ils n'ont contrôlé que deux camions dimanche. Mais «"l'activité portuaire et le trafic routier devraient s'intensifier cette nuit, ou très tôt demain (lundi) matin"», a expliqué Justin Lemaître, secrétaire général des Jeunes Agriculteurs de Seine-Maritime (JA76). «"On nous annonce 5.000 camions par jour à partir de demain"» lundi, a-t-il annoncé, ajoutant qu'ils n'entendent pas bloquer l'entrée de [l'un des plus grands ports de marchandises](#) de l'Hexagone.

Barrage filtrant sur l'A1

Dans le même temps, la Coordination rurale a lancé une action d'ampleur sur l'autoroute A1, au niveau du péage de Fresnes-lès-Montauban, dans le Pas-de-Calais. Des dizaines d'agriculteurs ont installé un barrage filtrant sur « "l'axe routier le plus fréquenté de France" », selon la Sanef, où circulent en moyenne 100.000 véhicules par jour. « "Aucun blocage de l'axe autoroutier ne sera toléré" », a assuré la préfecture.

Agriculteurs : l'A1 bloquée dans le sens Lille-Paris Source : TF1 Info

D'autres autoroutes sont déjà bloquées, comme l'A64 au sud de Toulouse, où un barrage est en place depuis un mois.

[Lire aussi](#)

[Accord UE-Mercosur : bientôt des steaks en provenance du Brésil ou d'Argentine chez votre boucher ?](#)

En Savoie, la préfecture menace aussi de « "déloger lundi matin" » la cinquantaine d'agriculteurs qui bloquent depuis jeudi soir le dépôt pétrolier d'Albens, sur la commune d'Entrelacs, selon la Confédération paysanne.

**Sur le
même thème**

**Tout
TF1 Info**

C'est rare, mais les policiers vont manifester prochainement à Rouen : voici pourquoi

3–4 minutes

Samedi 31 janvier 2026, à l'appel du syndicat de police Alliance, une mobilisation citoyenne aura lieu à Rouen (Seine-Maritime). Explications.

Sur le même thème

[Grève](#)

[Police](#)



À l'appel du syndicat Alliance, les policiers se mobiliseront samedi 31 janvier 2026. (©Illustration Fabien Hisbacq – Actu Occitanie)

Par [Eloïse Aubé](#) Publié le 13 janv. 2026 à 6h49

Des agents de police côté manifestants, ce n'est pas tous les jours. Samedi 31 janvier 2026, à l'appel du syndicat de police Alliance, des **policiers se rassembleront partout en France** pour dénoncer le manque de moyens et l'insécurité.

En Seine-Maritime, ce rassemblement aura lieu samedi 31 janvier 2026 à 11 heures devant la mairie de [Rouen](#).

Des décisions de justice pointées du doigt

Depuis plusieurs mois, les agressions envers les forces de l'ordre se multiplient. Comme à la fin de l'été dans le quartier de **Caucriauville au Havre** où des agents ont été [pris à partie](#) par une trentaine de personnes. Ou encore à Montivilliers, en octobre 2025, où [un policier a été violemment projeté contre une voiture](#).

Le tout, dans un contexte où **le manque d'effectifs se fait sentir et où le système judiciaire « est lui aussi en souffrance »**, indique Pierre Nachbar, délégué syndical Alliance pour l'agglomération du Havre. « Déconnecté du terrain, englué dans des logiques idéologiques, il peine à répondre à la réalité vécue par les policiers et par les victimes. »

En Normandie, comme ailleurs, les policiers victimes ont le sentiment d'être considérés comme des victimes de seconde zone. Leurs blessures, physiques ou psychologiques, sont relativisées. Cette situation est injuste et humiliante.

Raison pour laquelle, cette **mobilisation citoyenne** a été lancée, pour « exprimer un ras-le-bol partagé, demander des moyens concrets, une réponse judiciaire plus adaptée et une véritable considération pour les victimes ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

En 2024, 6213 policiers ont été agressés physiquement, soit en moyenne 17 chaque jour selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. Un chiffre en augmentation de 13 % par rapport à 2023.

Suivez l'actualité de Rouen sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre

Morts sur les routes de la Seine-Maritime en 2025 : les jeunes plus touchés qu'en 2024

Écrit par Angele De Vecchi

3-4 minutes

La préfecture de la Seine-Maritime publie ce lundi 12 janvier 2026 un bilan provisoire de la sécurité routière en 2025. Les moins de 24 ans ont été plus touchés qu'en 2024.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Une hausse de 12,2% de morts sur les routes entre 2023 et 2025. L'année passée s'est clôturée avec un bilan de 46 personnes tuées sur les routes du département de la Seine-Maritime. Un chiffre en baisse par rapport à l'année 2024 (59 décès) mais la préfecture de la Seine-Maritime insiste sur le fait qu'il reste loin du minimum de ces dernières années, recensé en 2019 (35 tués).

Les jeunes moins de 24 ans ont été encore très durement touchés cette année avec 13 décès recensés dans le département, c'est deux de plus que l'année 2024.

Par ailleurs, près de la moitié des victimes sont des usagers

vulnérables : piétons, cyclistes, utilisateurs de deux-roues motorisés.

Comme chaque année, la préfecture a relevé plusieurs facteurs liés aux accidents de la circulation en 2025 sur les routes de la Seine-Maritime. La vitesse, l'alcool et les stupéfiants sont à l'origine de plus de la moitié des décès. Ces comportements à risque ont causé la mort de 29 personnes sur toute l'année.

Le non-respect du code de la route a aussi été fatal pour bon nombre de conducteurs. Les contre-sens, dépassements dangereux, changements de file ont généré 13 accidents mortels l'an passé. Cinq personnes ont été tuées car elles ne portaient pas leur ceinture de sécurité.

Face à ces constats, les forces de l'ordre ont fortement augmenté leur vigilance et leurs actions de sensibilisation. La préfecture assure que déjà, dès la fin octobre 2025, plus de 223 000 dépistages de conduites addictives avaient été réalisées.

Sur l'année, 212 actions ciblées dans toute la Seine-Maritime ont permis de sensibiliser près de 30 000 personnes, mineurs (dans les établissements scolaires) et adultes.

Par ailleurs, les services de l'État rappellent que le cadre législatif s'est durci en juillet dernier avec la création dans la loi du délit d'homicide routier. Depuis le 29 décembre 2025, un excès de vitesse de plus de 50km/h est désormais qualifiés un délit pénal.

Quatre jours de bouchons sur l'A150 dans le sens Barentin-Rouen : que se passe-t-il à l'entrée de Rouen depuis vendredi ?

Écrit par Stéphanie Letournel

3-4 minutes

Depuis vendredi 9 janvier 2026, la voie de droite est neutralisée sur l'A150 dans le sens Barentin-Rouen sur environ 300 mètres causant des bouchons spectaculaires, notamment ce lundi 12 janvier à l'heure de pointe. Des travaux d'urgence suite aux récentes intempéries sont en cause.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

C'est un axe essentiel de desserte pour la ville de Rouen (Seine-Maritime). Chaque jour, 21 300 véhicules empruntent l'A150 dans le sens Barentin-Rouen, dont 10% de poids-lourds. Depuis vendredi 9 janvier 2026, la voie de droite est fermée sur plusieurs centaines de mètres à hauteur de Canteleu provoquant des bouchons, à toute heure avec un pic ce lundi 12 janvier 2026 entre 7h et 9h, provoquant la colère des usagers qui se sont exprimés sur les réseaux sociaux.

"Suite à l'épisode neigeux de la semaine dernière, une partie de la chaussée fatiguée a été soumise à une contrainte de gel-dégel ce qui a fortement dégradé le bitume", informe ce lundi la DIRNO, direction interdépartementale des routes Nord-Ouest, "le bitume s'affaisse, engendrant des nids-de-poule".

De ce fait, la DIRNO a fermé la voie de droite de l'A150 sur 300 mètres au niveau de la sortie dite de Canteleu/Maromme, *"pour éviter de dégrader plus la route et surtout d'éventuels accidents"*, précise le service.

 [#A150](#) sens Barentin-Rouen-dégradations localisées de la chaussée

 À la suite de l'épisode neigeux, des dégradations sur la chaussée sont apparues et nécessitent des travaux à compter du lundi 12 janvier 2026

 La voie de droite de la A150 direction Rouen à hauteur de...
pic.twitter.com/llf1xe3n4c

— Préfet de Normandie et de la Seine-Maritime (@Prefet76)
[January 11, 2026](#)

L'opération a constitué à remplacer 50 mètres de bitume sur l'ensemble de la chaussée sur environ 3,50 mètres de large. Une vidéo de ces travaux a été réalisée par un usager de la route et publiée sur les réseaux sociaux, visionnée des milliers de fois.

"Les travaux seront terminés pour 16h, donc la voie sera rouverte à 17h pour l'heure de pointe ce soir", se réjouit la DIRNO, consciente de trouble occasionné, "on ne pouvait pas laisser cette voie sinon on encourait un risque considérable et on a fait tout notre possible pour que la situation soit rétablie le plus vite possible".

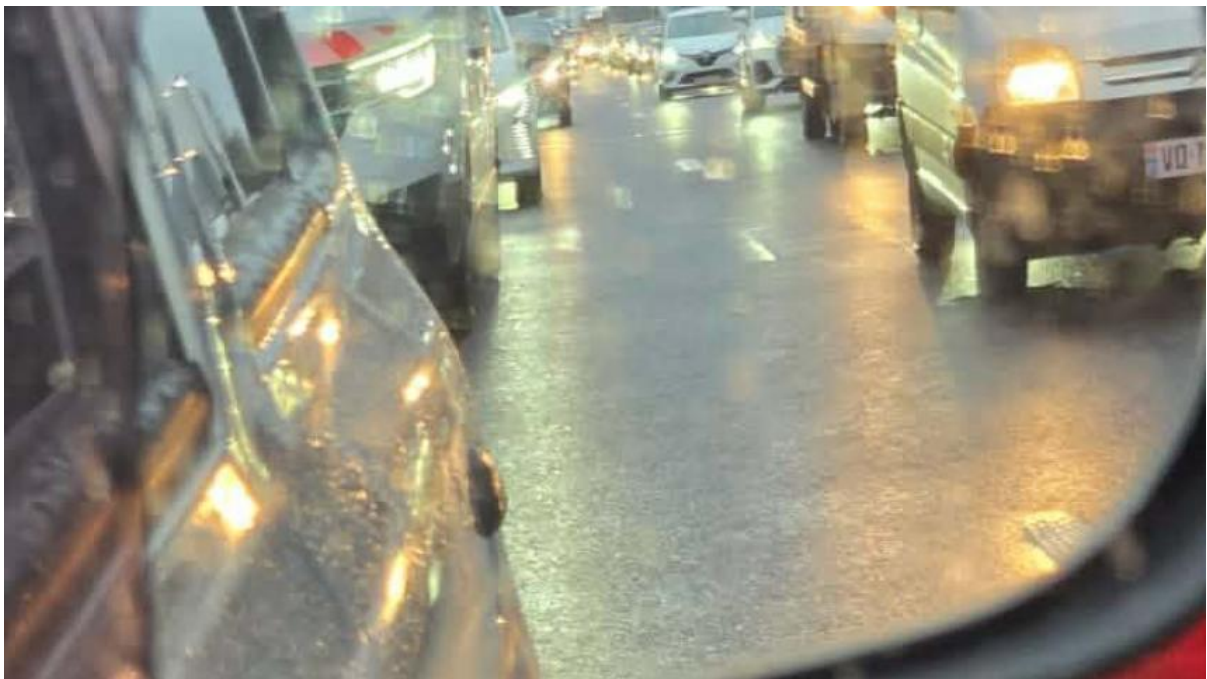
Cette matinée particulièrement compliquée pour les usagers de l'A150 sera bientôt un mauvais souvenir. Demain mardi 13 janvier, la DIRNO l'assure, *"on n'assistera pas à la même chose que ce matin [lundi, ndlr] , les deux voies seront ouvertes demain [mardi, ndlr] matin !"*

« Je n'ai jamais vu ça » : bloqués dans les bouchons, la galère des usagers de l'A150 dans le sens Barentin

Blaise Diagne

5-6 minutes

Les travaux menés sur l'A150 dans le sens Barentin-Rouen à hauteur de Canteleu ont provoqué d'importants bouchons ce lundi 12 janvier 2026 à l'heure des pendulaires. Retour à la normale prévue demain, promet la direction interdépartementale des routes.



Deux heures pour gagner Rouen depuis Barentin : galère au menu pour les usagers de l'A150, ce lundi 12 janvier 2026. - Paris Normandie

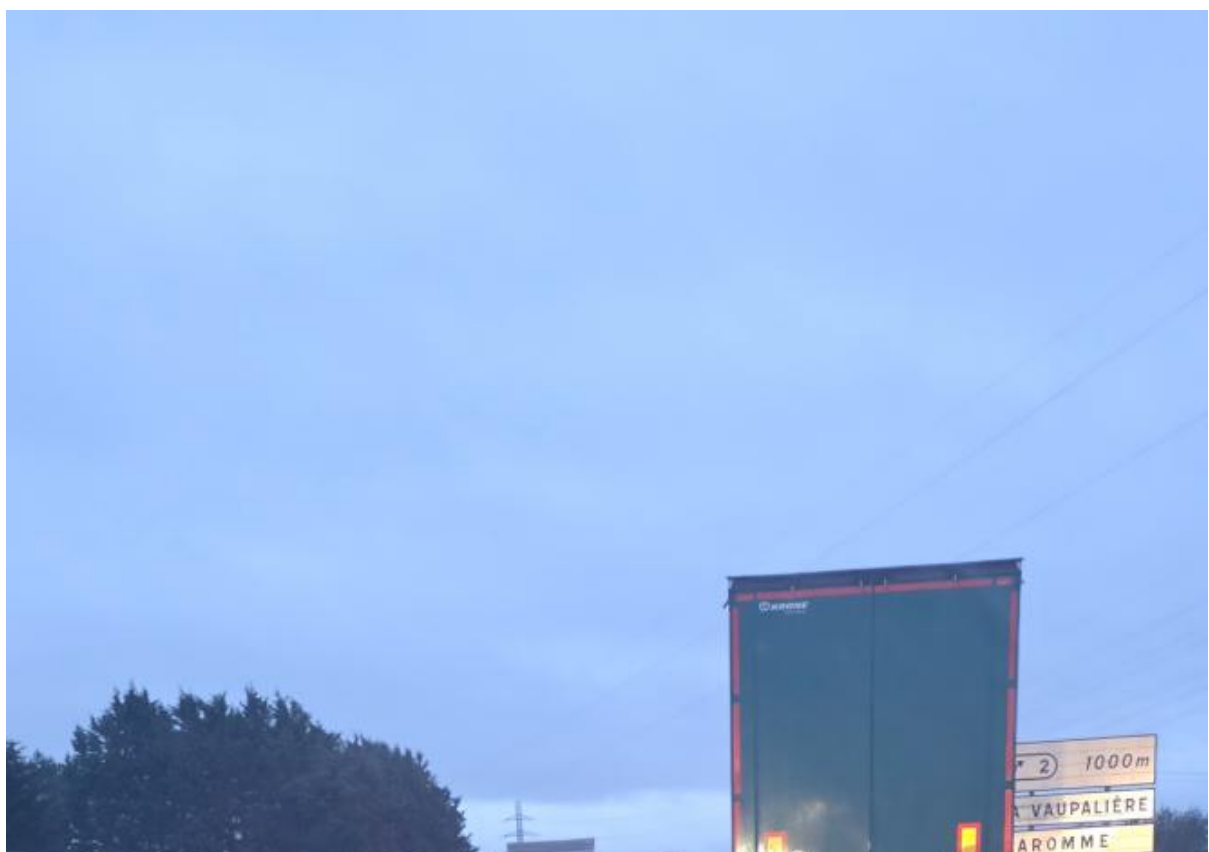


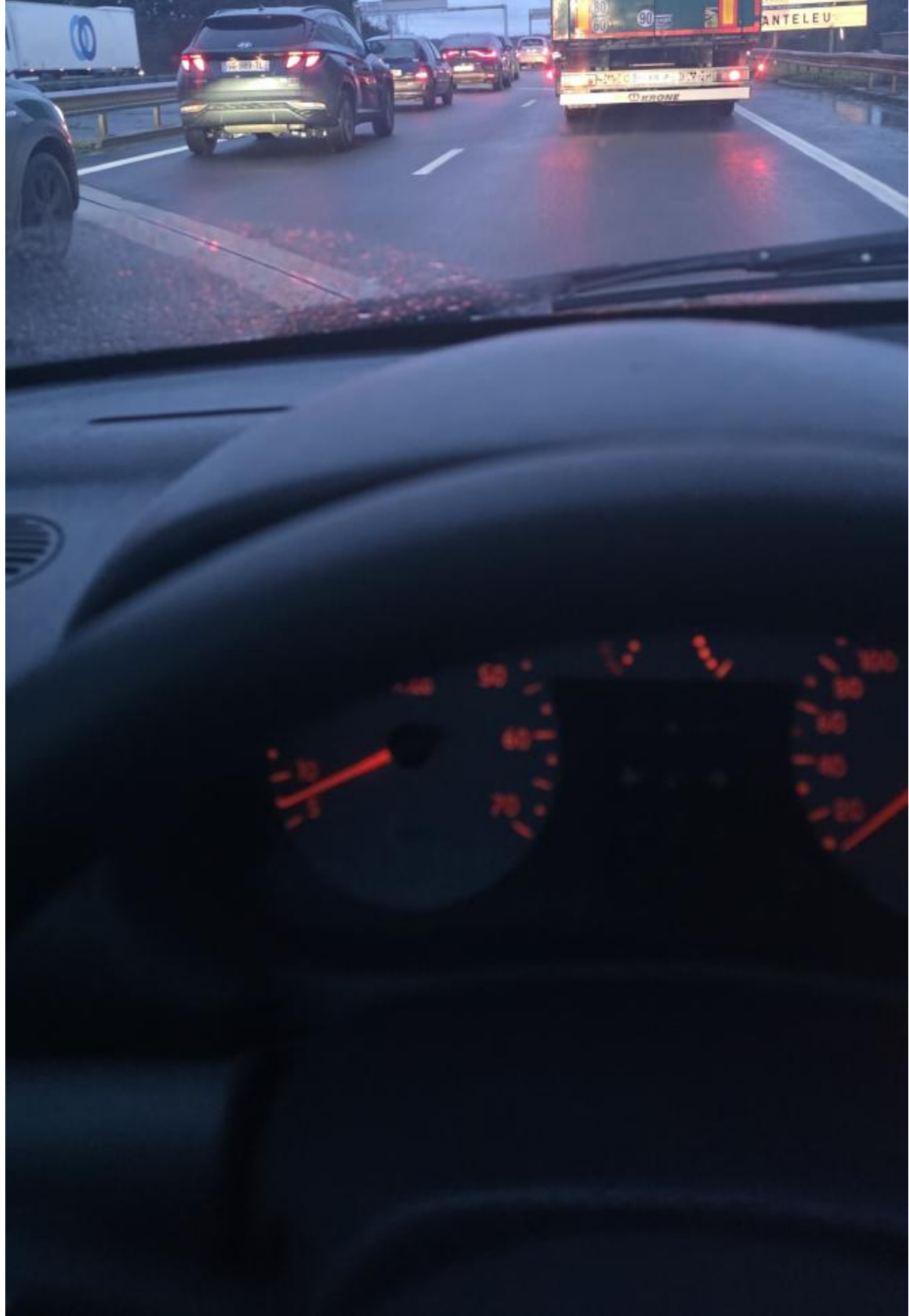
Publié: 12 Janvier 2026 à 13h09 Temps de lecture: 2 min

La veille encore, dimanche 11 janvier 2026, la préfecture de Seine-Maritime avait relayé le communiqué de la direction départementale des routes nord-ouest (la Dirno) paru dès le vendredi 9 janvier 2026 : des [travaux allaient être réalisés](#) sur l'A150 ce lundi 12 janvier 2026 à compter de 7 heures du matin pour réparer des dégradations sur la chaussée causées par l'épisode neigeux du début de la semaine précédente. La portion concernée, à hauteur de Canteleu dans le sens Barentin-Rouen, allait faire l'objet d'une réduction de voie, laquelle ne manquerait pas d'engendrer des perturbations liées au trafic routier.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Sans surprise, malgré l'alerte, ça n'a pas manqué. Comme attendu, le trafic a été congestionné. Tiago, jeune habitant de Bouville, « *un village à dix minutes de Barentin* », se souviendra longtemps de sa matinée : l'étudiant aura mis plus de deux heures pour faire son trajet quotidien jusqu'à la rive gauche rouennaise, là où se trouve son école. « *Habituellement, je mets 25 minutes le week-end, 45 minutes en semaine* », témoigne-t-il. Tiago avait pourtant anticipé son départ, « *à 7 h 20 contre 8 heures d'habitude, parce que j'avais remarqué samedi qu'il y avait des plots qui bloquaient l'accès de la voie de droite.* »





La Dirno annonce un retour à la normale dès ce mardi 13 janvier 2026. - Paris Normandie

Las, arrivé « à 7 h 40 » sur l'A150, il n'en sortira qu'à « 9 h 30 », six à sept kilomètres plus loin. « *Depuis septembre que j'ai le permis, je n'ai jamais vu ça*, indique le jeune homme. *Mes parents non plus.* »

« L'objectif est vraiment qu'il y ait un retour à la normale dès demain. »

Dirno

Contactée, la Dirno, bien consciente de la gêne occasionnée « *sur une des artères principales pour rentrer à Rouen* », rappelle sa priorité : assurer la sécurité des usagers. « *Ces travaux s'imposaient suite à l'apparition de nids-de-poule constatée vendredi dernier [9 janvier 2026, NDLR], précisent les services qui dépendent du ministère des transports. Avec la neige, de l'eau s'est infiltrée dans la couche de roulement. Avec le froid, ça a accéléré la détérioration de la chaussée qui s'est affaissée. D'où les nids-de-poule.* »

Les travaux, et les désagréments qui vont avec, ne devraient pas dépasser cette journée du lundi 12 janvier 2026. « *On fait le maximum pour, appuie-t-on du côté de la communication de la Dirno. Dans tous les cas, même s'il reste du bitume à remettre, les deux voies seront rouvertes à la circulation avec une signalétique adaptée sur la voie de droite pour diminuer la vitesse. L'objectif est vraiment qu'il y ait un retour à la normale dès demain.* » En milieu de matinée, l'application de GPS Waze indiquait encore « *5 à 6 kilomètres de bouchons.* »

Lire aussi

[Deux étudiants célèbrent le « Goût des autres » tourné à Rouen: « Le film parfait ! »](#)

[Football – National : QRM met la main sur une recrue de taille au milieu](#)

[Nadù épicerie fine et traiteur propose une touche d'Italie à Duclair](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Barentin \(Seine-Maritime\)](#) [Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Accident sur cette autoroute de la Seine-Maritime : la gendarmerie recommande d'éviter le secteur

2-3 minutes

Ce mardi 13 janvier 2026, un accident nécessite la coupure de l'autoroute A29 en Seine-Maritime, à hauteur d'Étaimpuis. La gendarmerie recommande un autre itinéraire.

Sur le même thème

[Accident](#)

[Gendarmerie](#)

[Info trafic](#)



Un accident nécessite la fermeture d'une partie de l'A29 en Seine-Maritime ce mardi matin. (©JB/76actu/Illustration)

Par [Julien Bouteiller](#) Publié le 13 janv. 2026 à 7h04 ; mis à jour le

13 janv. 2026 à 7h13

Bon à savoir si vous prenez la route ce matin. Mardi 13 janvier 2026, en raison d'un accident, **une partie de l'autoroute A29 est coupée** [en Seine-Maritime](#), apprend-on de la gendarmerie.

Accident sur l'A29, l'autoroute coupée

Sur Facebook, les gendarmes indiquent que « suite à un accident en cours de traitement sur l'A29 au point kilométrique 97, l'autoroute est coupée dans les deux sens entre la sortie 10 et l'échangeur avec l'A151 ». Soit **aux environs de la commune d'Étaimpuis** au nord de Rouen.

Le Service départemental d'incendie et de secours (Sdis) précise qu'il s'agit d'un accident impliquant deux poids lourds. L'un « a perdu une partie de son chargement, à savoir des briques réfractaires, et [le second] a été impacté par l'accident en roulant sur les briques ». Blessé, un conducteur a été transporté à l'hôpital de Rouen.

La gendarmerie recommande aux automobilistes **d'éviter le secteur** et d'emprunter un autre itinéraire. À 7h, **un bouchon de 2km** s'était formé sur la zone. D'après le Sdis, une des deux voies fermées sera bientôt rouverte à la circulation.

• **Plus d'infos à venir sur 76actu.**

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Au nord de Rouen, une partie de l'A29 fermée en raison d'un accident entre deux poids lourds

Paris Normandie

3–4 minutes

Un accident s'est produit le matin du 13 janvier 2026 sur l'A29 près de Frichemesnil entraînant la fermeture d'une partie de l'autoroute.



Publié: 13 Janvier 2026 à 07h06 Temps de lecture: 1 min

Un accident impliquant deux poids lourds s'est produit dans la matinée du 13 janvier, vers 5h, sur [l'A29](#) au kilomètre 97, entre Grugny et Frichemesnil, dans le sens Amiens-Le Havre. D'après les sapeurs pompiers, l'un des poids lourds a perdu une partie de son chargement de briques réfractaires et le second a été impacté en roulant sur les briques. L'accident a fait deux victimes dont l'une a été transportée en urgence relative au CHU de Rouen.

Secteur à éviter

Conséquence de l'intervention des pompiers qui devrait durer toute la matinée, l'autoroute est coupée dans les deux sens, entre l'échangeur 10 à Saint-Saëns et l'échangeur avec l'A151 près du Bocasse. Le secteur est à éviter, informe la gendarmerie de Seine-Maritime et des déviations ont été mises en place. Une voie devrait

rouvrir prochainement.

Lire aussi

[Démographie dans l'agglomération de Rouen : le nord poursuit son essor, le sud regagne des habitants](#)

[Près de Rouen, d'importants bouchons après un accident sur l'A13](#)

[« Je suis prêt à jouer ». Alexandre Lavoie, recrue des Dragons de Rouen, aligné contre Bordeaux ?](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Près de Rouen, Shonnead Dégremont, créatrice de lingerie menstruelle, élargit sa gamme](#)



Un homme mortellement fauché devant chez lui au Mesnil-Esnard : le conducteur s'était endormi

~2 minutes

Un accident entre un piéton et une voiture a provoqué la mort d'un homme de 82 ans, au Mesnil-Esnard, dimanche 11 janvier 2025.

Sur le même thème

[Accident](#)

[Pompiers](#)



L'homme de 82 ans est mort sur le coup au Mesnil-Esnard.

(©Photo d'illustration)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 11 janv. 2026 à 16h16 ; mis à jour le 12 janv. 2026 à 11h33

Mise à jour lundi à 11h30. *De source policière, on apprend que l'homme mortellement percuté au Mesnil-Esnard dimanche traversait au passage piéton devant chez lui, lorsqu'il a été fauché par le conducteur d'un Land Rover. Selon cette même source, le conducteur affirme s'être endormi au volant. Les dépistages d'alcool et stupéfiants se sont révélés négatifs.*

L'homme n'a pas survécu. Un accident mortel s'est déroulé dimanche 11 janvier 2026 au [Mesnil-Esnard](#), **près de Rouen (Seine-Maritime).**

Un homme de 82 ans

Les secours ont été appelés vers 15 heures pour intervenir sur la route de Paris, au Mesnil-Esnard dans l'agglomération rouennaise. L'accident de la circulation a impliqué un piéton, âgé de 82 ans et une voiture.

L'homme est décédé sur le coup.

Quatre engins et 10 sapeurs-pompiers sont intervenus sur place.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Une panne importante du réseau Orange touche les Villes Sœurs et la Vallée de la Bresle

3–4 minutes

Depuis le lundi 12 janvier 2026, les utilisateurs du réseau de téléphonie Orange n'ont plus accès à aucun service. Appels, SMS et connexion internet sont impossibles.

Sur le même thème

[panne](#)

[Vallée de la Bresle](#)

[Villes Soeurs](#)



À Eu, le réseau Orange n'est plus accessible depuis le lundi 12 janvier 2026. ©Illustration / Benoit Doyen

Par [Lucas Farcy](#) Publié le 13 janv. 2026 à 10h01

Depuis le lundi 12 janvier 2026 en début d'après-midi, le **réseau mobile Orange** subit **une panne importante** dans les Villes Sœurs et la Vallée de la Bresle, **côté Somme et côté Seine-Maritime** : les usagers ne peuvent plus téléphoner, envoyer de SMS ou se connecter à internet avec leur mobile. Des signalements ont été faits à **Eu, Le Tréport**, Mers-les-Bains, Criel-sur-Mer et dans la Vallée de la Bresle **jusqu'à Blangy-sur-Bresle**.

Sur son site internet, l'opérateur indique qu'« une intervention de nos techniciens est en cours. Le rétablissement du service est prévu **le 14 janvier dans l'après-midi** ». Certains usagers ont de leur côté reçu le message suivant : « Un incident perturbe le réseau internet. Nous sommes désolés. Rétablissement prévu **le 13 janvier en fin de journée** ». Impossible pour l'heure de savoir si **le réseau sera rétabli mardi ou mercredi**. À noter qu'en quittant le secteur, les usagers peuvent de nouveau utiliser leur téléphone.

De **nombreux commerces** sont également touchés par cette panne : lundi, les clients ne pouvaient plus payer en carte au magasin Action de la ville d'Eu. À Mers-les-Bains, la pharmacie du littoral indiquait elle aussi qu'elle ne pouvait plus prendre les paiements en carte et que la téléconsultation était impossible. À Étalondes, le Leclerc Drive prévenait également de difficultés pour ses clients sur Facebook. De nombreux artisans sont également injoignables, ainsi que certaines collectivités comme la mairie de Eu.

Vous pouvez activer les appels Wi-Fi

La préfecture de la Somme a publié un message, sans donner plus d'indications sur la cause de la panne. Elle indique que les appels d'urgence avec le 112 restent possibles. De même, elle indique qu'il est possible, à l'aide d'une connexion Wi-Fi, de passer des appels : « vous pouvez activer la fonction » Appels Wi-Fi « sur votre téléphone pour continuer à appeler et être appelé, même en l'absence de réseau mobile. Cette option est disponible sur la plupart des smartphones récents (iPhone et Android) dans les

paramètres de réseau ou de téléphonie ». Il est également possible d'utiliser des applications de discussion comme WhatsApp ou Signal, si vous disposez d'une connexion WiFi.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

EPR 2 : les élus dieppois invitent le Premier ministre à une visite sur leur territoire

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

5-6 minutes

Le maire de Dieppe, Nicolas Langlois, et le président de l'Agglo, Sébastien Jumel, ont longuement écrit à Sébastien Lecornu pour lui proposer une visite interministérielle sur le territoire de l'EPR2... et le convaincre de davantage soutenir financièrement les collectivités.



Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 12 Janvier 2026 à 17h03 Temps de lecture: 2 min

Le maire de Dieppe, Nicolas Langlois, et le président de l'agglo Dieppe-Maritime, Sébastien Jumel, ont écrit au Premier ministre Sébastien Lecornu pour l'inviter à une visite du chantier de l'EPR2 sur le territoire dieppois. Objectif : faire « *prendre la mesure de l'état d'avancement des projets, de l'importante mobilisation de l'ensemble des acteurs de proximité mais surtout envisager comment l'État pourrait renforcer son accompagnement* ».

Pour convaincre le chef du gouvernement à faire le déplacement, les élus locaux se sont fendus d'une longue lettre développant les

atouts du chantier mais aussi les besoins financiers criants afin de pouvoir accompagner ce plus grand chantier d'Europe qui commence à peine.

« Une enveloppe complémentaire pour tenir nos objectifs »

Ils expliquent leur « engagement [dans le champ du logement et de l'hébergement](#) (...) au travers de plusieurs programmes d'envergure pour lesquels nous avons priorisé le ciblage de friches industrielles qui seront résorbées avant construction, afin de limiter la consommation des terres agricoles ». Le « Programme local de l'habitat (PLH) 2025-2030 » représente « 1 800 nouveaux logements » et 2,8 M€ pour la collectivité. Or, « pour ne prendre qu'un exemple, [la création d'un nouveau quartier Val d'Arquet Est](#) à Dieppe – 455 logements – implique une contribution de 2 M€ de la Ville de Dieppe et de Dieppe-Maritime sans accompagnement exceptionnel de l'État ».

Les infrastructures liées au grand chantier sont pléthore : grand parking de déstassement sur Eurochannel III (8,6 M€), [doublage de la RD 925](#) par le Département et Petit-Caux, [étude du PETR sur les mobilités](#)... mais aussi centre intercommunal de santé, extension des urgences de l'hôpital dieppois, [centre mobile de santé](#)... ainsi que l'espoir de voir enfin une école d'ingénieur ouvrir et les services publics gagner en effectifs (Groupement hospitalier de territoire, commissariat de police).

Conséquence relevée par les élus dieppois : « Il nous paraît essentiel de doter notre région d'une enveloppe supplémentaire pour tenir nos objectifs (...). L'accompagnement financier s'avère à ce jour nettement insuffisant » alors qu'« expertises et moyens humains » sont mobilisés par les collectivités... et que l'Agglo doit perdre « au total 729 000 € dans son budget l'année prochaine ». Et de réclamer « un dispositif d'accompagnement particulier des collectivités locales ne bénéficiant pas à ce jour des retombées

fiscales liées à la présence en proximité d'une centrale électronucléaire ».

Lire aussi

[Quels ont été les propos du maire de Dieppe à l'occasion des vœux de l'année 2026](#)

[« Écouter, défendre et agir » tel est le vœu 2026 du député Patrice Martin prononcés à Offranville](#)

[Près de Dieppe, il conteste avoir violenté sa compagne enceinte](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[EPR2 Dieppe Petit-Caux \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[EPR 2 : les élus dieppois invitent le Premier ministre à une visite sur leur territoire](#)

Quels ont été les propos du maire de Dieppe à l'occasion des vœux de l'année 2026

Loïc Potier

6-7 minutes

À l'occasion des vœux de la ville de Dieppe devant plus de 500 personnes, le maire n'a pas évoqué les grands projets à venir en dehors du projet scientifique et culturel au château musée



Le maire a évoqué le grand projet scientifique et culturel du château musée de Dieppe. - Photo : Stéphanie Péron/Paris Normandie

[Consultez l'actualité en vidéo](#)



Publié: 12 Janvier 2026 à 07h05 Temps de lecture: 2 min

Contraint par les prochaines élections municipales de mars 2026, Nicolas Langlois (PCF), le maire de Dieppe n'a pas fait d'annonces spectaculaires à l'occasion des vœux 2026 prononcés, vendredi 9 janvier 2026, dans la grande salle du conseil municipal devant plus de 500 personnes. Comme il se représente pour la prochaine mandature il introduit ses propos sans intelligence artificielle ni chat GPT : *« avec toutes les diversités, les parcours de vie et les opinions, le trait d'union est le désir d'être ensemble et d'incarner l'unité de Dieppe. »*

Une phrase du chanteur Naâman

En reprenant la phrase [du chanteur Naâman décédé le 7 février dernier](#) : *« c'est en faisant le tour du monde que je me suis rendu compte de la beauté de Dieppe »* que Nicolas Langlois a fait le tour des différentes actions sociales culturelles, éducatives et sportives de la ville. Pour la prochaine mandature, il a toutefois évoqué le grand chambardement du château musée de Dieppe et de projet scientifique et culturel mis en place. Il entraînera la fermeture de l'édifice historique en 2027 et pour plusieurs années, tout en sachant que 2027 sera l'année consacrée au millénaire de Guillaume le Conquérant.

De grands travaux au musée

Ce projet scientifique et culturel a déjà commencé par [des actions en faveur des personnes souffrant un handicap](#). L'association signe sans frontière a pour exemple permis la conception d'un petit livret touristique destiné aux personnes malentendantes et un grand travail a été effectué avec l'APEI afin d'autoriser un accès à tous. Les prochaines échéances sont beaucoup plus lourdes avec une modification du parcours des visites obligeant de grands travaux dans les salles et une modernisation de l'ensemble. Même les terrasses pourraient être provisoirement fermées car récemment lors de la découverte d'archives, il y aurait naguère un potager en ce lieu. Toujours dans le chapitre culturel, il a mentionné la

transformation de l'école Michelet dans le quartier du Pollet.

Les pêcheurs et le port en avant



Nicolas Langlois a évoqué la beauté de la ville de Dieppe sous toutes ses formes - Photo LP/Paris Normandie

Le souhait le plus rapproché du maire sera la réouverture à la circulation du pont Colbert, restauré depuis deux ans à la suite de la décision de port de Normandie. Elle est prévue aux alentours du 24 janvier, mais les conditions climatiques franchement déplorables de ce début janvier : neige, froid et tempête, ont probablement fait reculer de quelques jours la fin de l'attente des Dieppois. « *Nous attendons avec impatience ses premières rotations.* » Le monde de la pêche a été défendu avec un mot pour les [naufragés du Tim Bao](#) et plus récemment du [Chant du Loup](#), échoué sur les enrochements de l'entrée du port de Dieppe.

Alpine, EPR 2, le grand changement

L'industrie avec Alpine a été évoquée : « *La manufacture s'est fixé l'objectif de construire plus de 50 véhicules par jour.* » Le programme logement et la transformation des friches industrielles découlent du grand chantier EPR2 de la centrale nucléaire de

Penly et va transformer la ville. « *Un quart des recrutements des emplois locaux sont Dieppois. Rappelons que le port a accueilli de nouvelles entreprises avec TSM remorquage et le chantier naval Padmos.* » Le chantier de la gare SNCF a également commencé. Le maire a terminé sur l'identité dieppoise et les caractéristiques des quartiers de la ville qui sont découpés en sous-quartiers très différents des uns des autres.

Lire aussi

[Bosc-le-Hard : l'offre de santé s'étoffe avec l'arrivée d'une sage-femme](#)

[« Écouter, défendre et agir » tel est le vœu 2026 du député Patrice Martin prononcés à Offranville](#)

[Près de Dieppe, il conteste avoir violenté sa compagne enceinte](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



Caux Seine aggro : les agents recenseurs vont-ils sonner à votre porte ? Mode d'emploi

Coline Poiret-Mellier

6–7 minutes

Du 15 janvier au 14 février 2026, des agents recenseurs vont frapper aux portes de plusieurs communes de Caux Seine aggro. Une campagne nationale pilotée par l'Insee, qui concerne cette année dix communes du territoire.



Publié: 12 Janvier 2026 à 17h12 Temps de lecture: 2 min

À partir de jeudi 15 janvier 2026, ils vont sillonner rues et hameaux, sonner aux portes et engager la conversation. Pendant un mois, jusqu'au 14 février 2026, la campagne nationale de recensement de la population s'invite concrètement dans le quotidien des habitants. Une opération pilotée par l'Insee, mais qui repose largement, sur le terrain, sur l'implication des communes.

Pourquoi le recensement est-il important ?

Cette année, dix communes de Caux Seine aggro sont concernées. À Cliponville, Heurteauville, Nointot, Notre-Dame-de-Bliquetuit, Rives-en-Seine, Saint-Gilles-de-Crétot, Saint-Jean-de-Folleville et Tancarville, l'ensemble de la population sera recensé, comme c'est

le cas tous les cinq ans dans les communes de moins de 10 000 habitants. À Bolbec et Port-Jérôme-sur-Seine, en revanche, seule une partie des logements sera enquêtée, dans le cadre du recensement annuel par sondage.

Derrière ces visites de porte-à-porte, l'enjeu est bien réel. Les données collectées permettent d'adapter les écoles, les transports, les équipements publics ou encore l'offre de soins, mais aussi de calculer les dotations financières versées aux collectivités.

Comment s'organise la campagne sur le terrain ?

Si l'Insee centralise et traite l'ensemble des données, la campagne prend forme grâce aux communes. Partout sur le territoire concerné, les agents recenseurs sont recrutés par les mairies et suivent une formation dispensée par l'Insee, afin de maîtriser les règles de l'enquête et d'accompagner au mieux les habitants dans leurs démarches. À Rives-en-Seine, neuf agents ont ainsi été recrutés et formés lors d'une session organisée en mairie.

En coulisses, chaque commune s'appuie également sur un coordinateur, agent municipal formé par l'Insee, chargé d'accompagner les recenseurs et de faire le lien avec l'administration. À Saint-Jean-de-Folleville, ce rôle est assuré par Harmonie Paris, chargée de communication de la commune. « *On aide les agents lorsqu'ils ont du mal à trouver une adresse ou à contacter un habitant, et on centralise les questionnaires papier* », explique-t-elle. Particularité cette année : pour la première fois, la campagne sera menée par deux agents de La Poste, mobilisés pour aller à la rencontre des habitants.

La question de la confiance occupe aussi une place centrale dans l'organisation. À Tancarville, où deux agents ont été recrutés, chaque logement recevra leur visite. Les recenseurs seront munis d'une carte tricolore, comportant leur photo, leur nom et la signature du maire. « Si l'un d'eux se présente à votre domicile, n'hésitez pas à lui demander sa carte professionnelle », conseille

Nathalie Soucy, coordinatrice communale. Même vigilance à Nointot, où la municipalité a communiqué en amont sur l'identité des agents recenseurs afin d'éviter toute confusion.

Comment répondre au recensement ?

Lors de la visite, les habitants pourront répondre au questionnaire en ligne, grâce aux codes fournis, ou au format papier si nécessaire. « *Dans l'idéal, c'est de remplir le formulaire en ligne : c'est plus simple à centraliser, mais cela n'empêche pas d'avoir besoin d'agents recenseurs pour informer les habitants, voire les aider à répondre* », précise Harmonie Paris.

Lire aussi

[Déchèteries de Caux Seine aggro : êtes-vous concernés par les fermetures prévues près de chez vous ?](#)

[« C'est la Ligue 2 du football, mais en BMX » : qui sont les jeunes de la DN2 de Bolbec-Nointot ?](#)

[Habitants du parc régional des boucles de la Seine, c'est le moment de commander des arbres à planter !](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Cliponville \(Seine-Maritime\)](#) [Heurteauville \(Seine-Maritime\)](#) [Nointot \(Seine-Maritime\)](#) [Notre-Dame-de-Bliquetuit \(Seine-Maritime\)](#) [Rives-en-Seine \(Seine-Maritime\)](#) [Saint-Jean-de-Folleville \(Seine-Maritime\)](#) [Tancarville \(Seine-Maritime\)](#) [Bolbec \(Seine-Maritime\)](#) [Port-Jérôme-sur-Seine \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Lillebonne](#)

Ligne nouvelle Paris-Normandie : après des blocages, le projet est relancé, avec des nouveautés

Violaine Gargala

6–7 minutes

Finis les blocages. Après l'opposition de la Région Île-de-France à la Ligne nouvelle Paris-Normandie puis de nouveaux échanges, le projet est relancé. Un contournement Nord de Paris pour le fret va également être étudié.



Publié: 12 Janvier 2026 à 15h36 Temps de lecture: 3 min

Le projet de Ligne nouvelle Paris-Normandie (LNPN) repart sur de bons rails. Le dernier comité de pilotage (Copil), réuni vendredi 9 janvier 2026, a été celui de la « *relance* » après une situation de blocage, affirme Jean-Baptiste Gastinne, vice-président de la Région Normandie en charge des Transports. Des élus de la région parisienne, dont la présidente de l'Île-de-France, Valérie Pécresse, avaient fait en effet part de [leur opposition](#).

« Un signal fort du gouvernement »

Les parties prenantes ont depuis retrouvé le chemin [du dialogue](#), à l'automne 2025, et se sont réunies lors du Copil présidé par le ministre des Transports lui-même. Un « *signal fort du gouvernement de soutien au projet* », apprécie Jean-Baptiste Gastinne qui n'a pas souvenir d'un comité de pilotage déjà mené

par le ministre. Philippe Tabarot « *a rappelé que le projet est [d'intérêt national](#) majeur. Car derrière il y a notamment des enjeux de souveraineté nationale avec la présence des ports du Havre et de Rouen et des grandes industries notamment dans le domaine de l'énergie et de l'armement. La [LNPN](#) doit leur permettre de bonnes conditions de développement* », détaille Jean-Baptiste Gastinne. Le ministre a aussi souligné « *les enjeux de décarbonation alors que la basse Seine est l'une des trois plus grandes régions émettrices de gaz à effet de serre. Ces différents enjeux étaient déjà présents en 2010 [lorsque le projet a été initié, Ndlr] mais ils sont encore plus importants maintenant* ».

Un arbitrage d'ici la fin de l'année

Les différents participants se sont accordés sur le fait de relancer les études, par SNCF Réseau, dans un délai de neuf mois « *afin d'arbitrer sur [les tracés](#) d'ici la fin de l'année* ». La région parisienne étant opposée au tracé envisagé initialement par peur des nuisances, des alternatives vont être cherchées dans ce secteur. L'objectif est ensuite de pouvoir lancer l'enquête publique en 2028. La livraison des nouvelles lignes et de la gare Saint-Sever à Rouen, dont la création reste actée, ne se ferait pas avant une période comprise entre 2035 et 2040. Les blocages ont fait perdre du temps : « *Deux à trois ans* », précise le vice-président.

Du nouveau pour le fret

Ce Copil de début 2026 a également permis une avancée sur un nouveau projet : « *Des études vont être lancées concernant un grand contournement fret de Paris par le Nord. C'est important car le passage du fret crée des inquiétudes en région parisienne. Et c'est [un enjeu](#) pour les ports du Havre et de Rouen et leur compétitivité. C'est une idée que nous avons depuis longtemps* », précise l' élu du Havre. Le fret passerait par Serqueux avant de rejoindre Amiens puis l'Est de la France (Châlons-en-Champagne) et la vallée du Rhin. Cela nécessite des travaux d'électrification de

voies ferrées, un chantier « *important et coûteux* ».

Cette relance ne change en tout cas pas les deux objectifs de la LNPN. À savoir, « *améliorer les temps de parcours* » sur les lignes reliant Paris et la Normandie. Notamment en « *rattrapant le temps perdu* » au fil des années et donc remettre Paris à 1 h 10 de Rouen et 2 h du Havre. Le deuxième but est « *d'améliorer la robustesse du système et faire passer plus de trains* ». La LNPN doit permettre, entre Paris-Saint-Lazare et Mantes-la-Jolie, d'avoir deux voies pour les trains rapides et deux voies pour les autres, permettant ainsi de fluidifier le trafic. Mais pour s'en rendre compte, les usagers vont devoir encore faire preuve de patience.

Lire aussi

[« Je n'ai jamais vu ça » : bloqués dans les bouchons, la galère des usagers de l'A150 dans le sens Barentin-Rouen](#)

[Deux étudiants célèbrent le « Goût des autres » tourné à Rouen: « Le film parfait ! »](#)

[Football – National : QRM met la main sur une recrue de taille au milieu](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Seine-Maritime](#) [Eure](#) [Normandie](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



Intergénérationnelle, à impact, en phase avec l'IA : l'entreprise de demain au cœur des Mardis de l'Éco XXL

Thomas Dubois

4–5 minutes

Chaque année, Paris Normandie organise une version XXL de son traditionnel rendez-vous mensuel. Le prochain, en partenariat avec la Caisse d'Épargne Normandie, tentera de définir l'entreprise du futur, mardi 20 janvier 2026, à l'amphi de Neoma Business School, à Mont-Saint-Aignan.



Bruno Goré, président du directoire de la Caisse d'Épargne Normandie, interviendra plus précisément sur le thème de l'entreprise à impact - PND



Publié: 13 Janvier 2026 à 07h05 Temps de lecture: 2 min

Comment définir l'entreprise du futur ? Selon quels défis majeurs à relever ? Faut-il parler d'évolutions ou de révolutions ? Telles sont les questions auxquelles va tenter de répondre la prochaine édition des Mardis de l'Eco XXL de Paris Normandie.

Rendez-vous (sur inscription, [ici](#)) mardi 20 janvier 2026 à partir de 9h à l'amphithéâtre de Neoma Business School, l'école de commerce située sur le campus universitaire de Mont-Saint-Aignan, pour cette version grand format des traditionnelles [rencontres économiques proposées chaque mois par Paris Normandie](#).

Trois face-à-face

Organisée en partenariat avec la Caisse d'Épargne Normandie, cette édition XXL proposera d'abord une intervention générale de Thomas Meyer, directeur général de [Socaps](#). Le groupe basé à Rouen, spécialisé dans l'assistance technique et le conseil aux fabricants d'équipements industriels partout dans le monde, a été le premier, en Normandie, à recevoir le titre d'entreprise « à mission ».

S'en suivront trois face-à-face sur la scène de l'amphi de Neoma, consacrés à autant de thématiques analysées par nos expert(e)s. Le premier d'entre eux s'interrogera sur la manière d'encourager les relations intergénérationnelles en entreprise, avec Maria Kulas, facilitatrice et experte en gestion de conflits.

Les fantasmes de l'IA

Le deuxième entretien, avec Capucine Vandercoilden, [membre de l'association Normandie AI](#), sera dédié à l'intelligence artificielle et les fantasmes – positifs comme négatifs – qu'elle véhicule. Enfin, Bruno Goré, président du directoire de la Caisse d'Épargne Normandie, détaillera [le concept d'entreprise « à impact »](#), une notion encore récente qui vise à faire de l'entreprise

de demain un acteur au service de son territoire.

Rendez-vous sur « la place des experts »

Par ailleurs, ce Mardi de l'Éco XXL sera agrémenté d'une nouveauté. Une fois terminée la rencontre à l'amphi de Neoma Business School, une « place des experts » permettra de poursuivre les débats de manière plus informelle, plus individuelle et plus conviviale autour d'un buffet, en compagnie de cinq intervenants : Maria Kulas et Capucine Vandercoilden, mais aussi Émilien Renault, directeur des affaires institutionnelles et politique à impact pour la Caisse d'Épargne, ainsi que Fannie Busnel, chargée de projet transition sociale et environnementale et Arnaud Hentzen, directeur commercial *executive education*.

Lire aussi

[Le Pommeau, ce si jeune trésor normand cherche une nouvelle dynamique](#)

[Qui est Vincent Duteurtre, nouveau directeur de l'Agence d'urbanisme Le Havre-Estuaire de la Seine ?](#)

[Le début d'année marqué par une importante cession immobilière dans le port du Havre](#)

Contenus sponsorisés

[Annonces légales](#)

[Consulter les annonces](#) [Publier une annonce](#)

Juste pour vous

Démographie dans l'agglo de Rouen : le nord poursuit son essor, le sud regagne des habitants

Cécile Frangne

6-8 minutes

Les chiffres démographiques révélés par l'Insee fin 2025 témoignent de la bonne santé des communes rive droite tandis que rive gauche, le déclin semble s'inverser.



L'essor démographique se poursuit à Rouen et sur la rive droite -
Archives Stéphanie PÉRON/PN



Par [Cécile Frangne](#) et Jérémy CHATET

Département le plus peuplé de Normandie, la Seine-Maritime a vu sa population légèrement augmenter entre 2017 et 2023 pour atteindre 1 260 964 habitants. Une croissance dont bénéficie l'agglomération rouennaise, symbolisée par la capitale normande, Rouen, qui enregistre 7 517 habitants supplémentaires. Quelles autres communes tirent leur épingle du jeu ? Analyse des derniers chiffres révélés par l'Insee.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

La bonne dynamique se poursuit rive droite

Les signaux continuent d'être au vert pour [Rouen](#) et sa rive droite. Alors que son solde migratoire – différence entre le nombre de personnes arrivées et parties – était déficitaire entre 2012 et 2017 (-0,8), la commune de 117 662 habitants « *attire désormais plus d'habitants qu'elle n'en voit partir (+0,7)* », analyse l'Insee dans sa note de décembre 2025. Si la ville-centre a gagné 7 517 habitants sur la période 2017-2023, les communes de la rive droite de la Seine voient aussi leur population progresser : c'est le cas des villes du plateau Nord comme Isneauville (+558 habitants), Mont-Saint-Aignan (+1 315 habitants) et Bois-Guillaume (+743 habitants). Une « *attractivité démographique* » qu'elle partage avec les communes du plateau Est, telles que Montmain (+186 habitants), Saint-Jacques-sur-Darnétal (+282 habitants) ou encore la Neuville-Chant-d'Oisel (+137 habitants). Le village de Mesnil-Raoul (+221 habitants) enregistre quant à lui le taux d'évolution annuel de sa population le plus important (3,3 %).

Les communes en marge de la Métropole plus en difficulté

Au nord de l'agglomération, la situation est plus contrastée une fois franchi le territoire de la Métropole : le long de la vallée du Cailly, si Le Houlme et Malaunay bénéficient de la dynamique métropolitaine

(en légère hausse avec 0,3 % d'augmentation annuelle moyenne), la population de Montville – 4 625 âmes – a régressé de 135 habitants sur la période 2017-2023, tout comme les villages de Saint-Germain-sur-Cailly et Saint-André-sur-Cailly (respectivement -2,3 et -2,0 % de moyenne annuelle). Dans la vallée voisine de l'Austreberthe, Barentin progresse très légèrement en passant de 11 822 habitants en 2017 à 12 022 en 2023. Au contraire de Pavilly (6 029 habitants), qui accuse une perte de 279 habitants sur les six dernières années. « *Une étude réalisée il y a quelques années nous indiquait qu'il fallait construire dix logements par an pour ne pas perdre d'habitants* », rappelle le maire François Tierce, et contrer les phénomènes de « *vieillissement des familles* » et de « *séparation des couples* ». Une centaine de logements, construits en lieu et place de l'ancien collège, doivent être inaugurés mardi 13 janvier. « *Ainsi, nous devrions revenir aux chiffres d'il y a 7-8 ans* », assure l'élus.

Rive gauche, les grosses communes entre stabilité et gain de population

Côté rive gauche de l'agglomération rouennaise, « *la population de plusieurs communes est stable* », indique l'Insee. Citant l'exemple de Sotteville-lès-Rouen (+38 habitants), Le Grand-Quevilly (+91 habitants) et Le Petit-Quevilly (+223 habitants). La ville de Saint-Étienne-du-Rouvray se démarque. Entre 2017 et 2023, la commune a gagné 877 habitants pour porter son total à 29 518. Idem pour [Oissel](#). La commune confirme sa bonne santé démographique, elle qui avait déjà gagné 1 000 habitants entre 2015 et 2021. Cette fois-ci, entre 2017 et 2023, Oissel enregistre l'arrivée de 422 habitants lui permettant de franchir la barrière des 12 000 (12 317).

Un nouvel élan dans l'agglomération elbeuvienne

La régression constatée dans la zone d'Elbeuf ces dernières années, semble s'inverser. Plusieurs communes tirent leur épingle

du jeu et arrivent désormais à attirer des habitants. C'est le cas notamment de Caudebec-lès-Elbeuf qui, après être repassée au-dessus de la barre des 10 000, continue sa crise de croissance avec un gain de 141 habitants (10 476 au total). Même constat pour Saint-Pierre-lès-Elbeuf (+104 habitants) et Saint-Aubin-lès-Elbeuf (+134 habitants). À l'inverse deux communes n'ont pas réussi à inverser leur courbe négative. Elbeuf perd encore des habitants. 692 d'entre eux ont déserté la ville qui en compte désormais 15 474. Idem pour Cléon (-199 habitants pour un total de 4 795).

Lire aussi

[Près de Rouen, d'importants bouchons après un accident sur l'A13](#)

[« Je suis prêt à jouer ». Alexandre Lavoie, recrue des Dragons de Rouen, aligné contre Bordeaux ?](#)

[Football – National : un ancien attaquant du FC Rouen rejoint le Paris 13 Atletico](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Métropole Rouen Normandie](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



Le Samu de Rouen s'équipe d'un nouveau dispositif qui va « contribuer à sauver des vies »

3–4 minutes

Le Samu de Rouen est désormais équipé d'un nouveau dispositif pour faciliter certaines interventions et augmenter les chances de survie des patients : les plastrons chauffants.

Sur le même thème

[CHU Rouen](#)

[Santé](#)

Article réservé aux abonnés



Cédric Damm (à gauche) et le SAMU de Rouen ont désormais neuf plastrons chauffants à leur disposition. (©MC/76actu)

Cela ressemble à un gilet pare-balles, et ça peut aussi contribuer à sauver des vies sur le terrain. Le [Samu de Rouen](#) est désormais doté de **neuf plastrons chauffants**, un dispositif utilisé en intervention pour **limiter les risques d'hypothermie**.

Un dispositif qui a déjà fait ses preuves

Chacun des neuf véhicules du Samu de Rouen, y compris [leur hélicoptère](#), est équipé. « L'idée c'est soit d'apporter un confort thermique, soit de lutter contre l'hypothermie », précise Cédric Damm, directeur médical du Samu de Rouen. « Les patients polytraumatisés, s'ils sont en hypothermie, ont **trois à cinq fois plus de risques de décès**. »

Comme beaucoup de dispositifs, il va contribuer à sauver des vies. Et ça simplifie aussi nos interventions. Si le patient souffre moins, ne tremble pas, c'est mieux pour tout le monde.

Ces gilets, couleur bleu marine avec une doublure orange, sont pourvus d'une batterie rechargeable qui alimente des résistances et chauffe rapidement. Avec une autonomie de plusieurs heures « suffisante pour toute intervention » précise Cédric Damm, qui l'a déjà testé sur le terrain.

« Je l'ai utilisé pour un homme qui faisait du motocross dans un chemin de forêt, et s'est fracturé l'épaule et l'omoplate. On était loin de tout, il faisait froid. **En 10 à 15 minutes il a arrêté de frissonner**, ça a beaucoup aidé pour le transporter jusqu'au véhicule de pompiers. »

Une acquisition sans coût pour le Samu grâce au mécénat

Mis au point à Briançon, ces plastrons ont **entièrement été financés par le mécénat**, grâce à une campagne de dons lancée par la fondation Charles-Nicolle. D'un **coût unitaire compris**

entre 2000 et 3000 euros, ces plastrons n'ont rien coûté au Samu grâce à des mécènes variés, du Lions club Rouen Drakkar au Crédit Agricole en passant par des dons de particuliers.

« Le Samu nous a dit que certains 'ramassages' de patients sont difficiles, avec un risque d'hypothermie qui peut compromettre les chances du patient », raconte Pierre Déchelotte, président de la fondation. « **En trois mois**, on a mobilisé des mécènes qui nous ont permis d'acheter les neuf plastrons. » Et de faciliter la vie du Samu, comme de ses patients.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

À Canteleu, des élèves de Georges-Baptiste réclament des travaux face à la dégradation du lycée

Sylvain Auffret

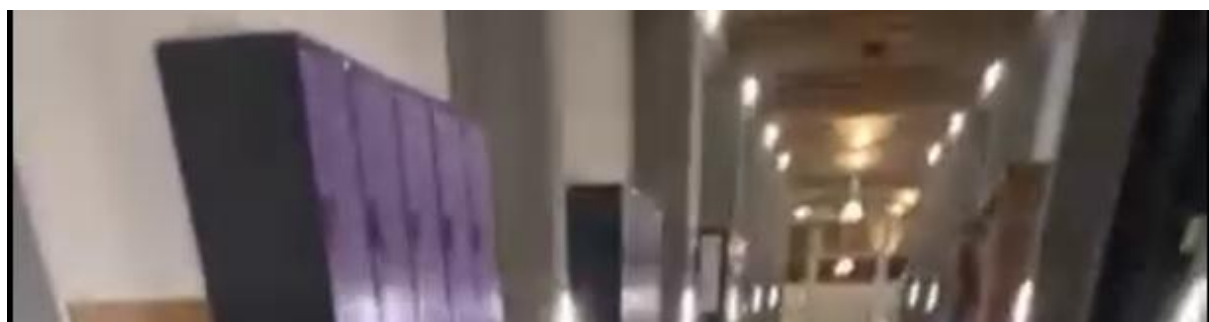
6–7 minutes

À Canteleu, des élèves du lycée hôtelier Georges-Baptiste ont manifesté, lundi 12 janvier 2026, contre des dégradations anciennes, qui se sont accentuées ces derniers mois et ces derniers jours. La Région annonce que des mesures vont être prises.



Publié: 12 Janvier 2026 à 17h46 Temps de lecture: 2 min

Une soixantaine d'élèves du [lycée hôtelier Georges-Baptiste](#) se sont rassemblés sous la pluie devant [l'établissement](#) à Canteleu, lundi midi 12 janvier, pour dénoncer la dégradation générale de l'état du bâtiment. Dans un communiqué, le collectif d'élèves [« Georges Baptiste – la fuite de l'excellence »](#) dénonce « *des fuites importantes et répétées de la toiture, dues à un manque d'entretien et de travaux* ».

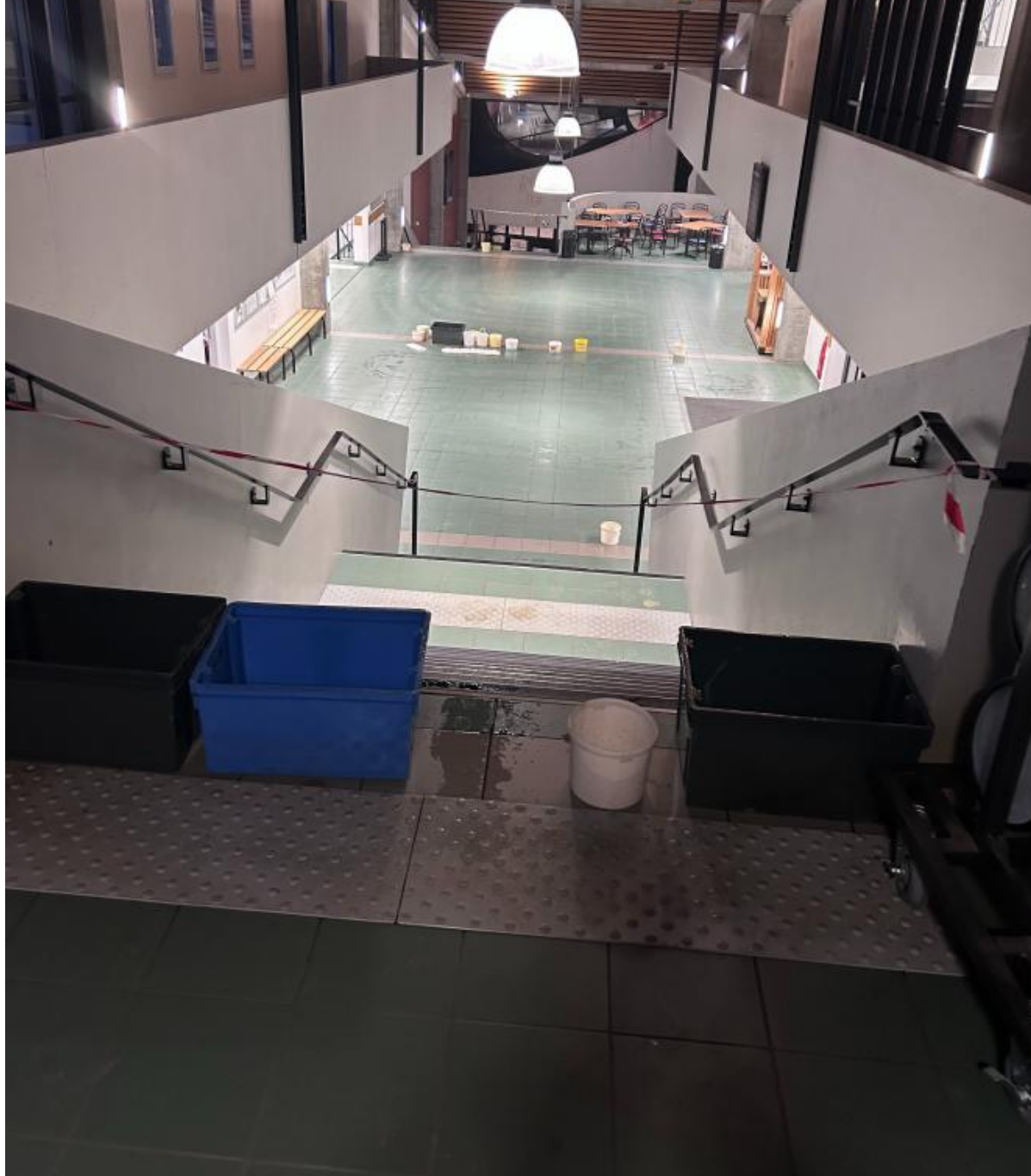




Les fuites d'eau, les seaux et les sols glissants sont de plus en plus répandus dans l'établissement, selon les lycéens - DR

Les lycées sont propriétés du Conseil régional, celui de Normandie en gère 142. *« À chaque épisode de pluie, l'administration est contrainte d'installer des dizaines de seaux dans les couloirs, les escaliers et les lieux de vie. Ces dispositifs sont insuffisants : de grandes flaques se forment régulièrement au sol »*, poursuit le collectif.





Un escalier fermé dans le lycée - DR

Situation critique à l'internat

Une dégradation qui s'est accélérée depuis septembre et plus encore depuis la reprise en janvier. *« Les fuites se sont étendues jusqu'aux chambres de l'internat : de l'eau coule désormais directement dans certaines chambres. L'internat, réparti sur deux bâtiments distincts, connaît par ailleurs de lourds dysfonctionnements. Le chauffage ne fonctionne plus dans les chambres, obligeant certains élèves à dormir habillés, sous plusieurs couvertures, pour supporter le froid. L'eau chaude est régulièrement absente dans les lavabos et les douches, forçant les*

élèves à se laver à l'eau froide en plein hiver », pointe le collectif.
« C'est pas facile pour étudier, on dort moins bien », confirment Jade, Julia et Hugo, 16 ans, tous les trois en première et en internat, comme 40% des quelque 540 élèves de l'établissement.



Des manifestantes sous la pluie devant le lycée Georges-Baptiste à Canteleu. - PN





Le 6 janvier 2026, des canalisations de chauffage ayant cédé, une pluie d'eau chaude est tombée sur le sol du réfectoire. - PN

9°C au CDI, 14°C dans une classe

« Un événement particulièrement grave s'est produit, mardi 6 janvier : des canalisations de chauffage ont cédé à l'intérieur du réfectoire. Une partie du plafond s'est effondrée et de l'eau bouillante s'est mise à tomber du plafond alors que des élèves se trouvaient à l'intérieur ». « Les fuites à l'internat ça a été la goutte d'eau », commente une professeure devant le lycée lundi midi. Au-delà de l'internat où *« des élèves ont dû changer de chambre en pleine nuit »*, la température au CDI a déjà été mesurée à 9° degrés ou à 12 dans une salle de cours, selon des professeurs. *« Il y a beaucoup de remontées d'information et ça ne bouge, là ça bouge parce qu'il y a des vidéos, ils ont eu raison de le faire »,* commente l'un d'eux. *« Lors d'une réunion avec des représentants du personnel, la Région avait dit qu'on n'était pas les pires ».*

Le collectif demande des solutions viables

En fin de manifestation, Clément Jouin-Lejeune, vice-président du conseil de vie lycéenne et membre du collectif, en a appelé à la Région et à la Mairie *« pour établir si le lycée est encore en fonction d'accueillir des élèves, des membres du personnel etc. En attendant on continuera de parler de la situation tant qu'on n'aura*

pas des solutions viables qui seront apportées ». Maire et Mairie ont indiqué, vendredi 9 janvier et lundi 12 janvier, s'être saisi du dossier et s'être fait confirmer par le président de la Région (Hervé Morin, les Centristes) « la mise en œuvre de mesures immédiates et concrètes » (voir encadré). Outre les élèves, les deux candidats aux élections municipales à Canteleu, [Loïc Lavaud](#) (DVD) et [Souad Takhtoukh](#) (NPA-LFI), étaient présents devant le lycée. Laurent Bonnaterre, conseiller régional dans la majorité, l'était également.

Lire aussi

[Près de Rouen, d'importants bouchons après un accident sur l'A13](#)

[Rallye-Raid – Dakar 2026 : l'Émanvillais Sébastien Delaunay à trois secondes d'une victoire !](#)

[« Je n'ai jamais vu ça » : bloqués dans les bouchons, la galère des usagers de l'A150 dans le sens Barentin-Rouen](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Canteleu \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



TEMOIGNAGES. "Je dors habillé, je me douche à l'eau glaciale et je porte des gants en cours" : ces lycéens dénoncent des conditions de scolarité désastreuses

Écrit par Angele De Vecchi

8–10 minutes

Publié le 12/01/2026 à 18h35

Temps de lecture : 7 mins

Ce lundi 12 janvier, une dizaine d'élèves du lycée hôtelier Georges Baptiste de Canteleu s'est rassemblée pour dénoncer les dégradations extrêmes de leur établissement. La Région Normandie, propriétaire des lieux, assure prendre les choses en main.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

"On est des élèves, pas des pingouins", "un lycée qui fuit, c'est notre avenir qui coule". Les messages inscrits sur les pancartes qu'ils brandissent ce lundi 12 janvier 2026 devant leur établissement sont explicites. Les élèves du [lycée hôtelier Georges](#)

[Baptiste](#) de Canteleu près de Rouen (Seine-Maritime) se mobilisent car ils sont fatigués. Fatigués d'étudier et de vivre - pour les internes - dans des conditions indignes.

Cela fait plusieurs mois qu'ils subissent sans rien dire. Un incident survenu la semaine dernière dans l'établissement à tout changé. *"A cause des chutes de neige et du froid, une partie du plafond du réfectoire s'est effondrée. De l'eau brûlante est tombée juste à côté des élèves, cela aurait pu en blesser certains. La cantine a été fermée. On s'est dit qu'il fallait que cela change"*, explique Clément, élève élu vice-président du Conseil de vie des lycéens.

La nuit dernière, Baptiste, interne au lycée hôtelier a eu du mal à s'endormir tant il tremblait dans son lit. Depuis plusieurs jours, il fait ce qu'il peut pour se réchauffer le soir dans sa chambre : *"je prends deux couvertures, un plaid, je dors tout habillé avec un gros pull. Je n'ai que ça parce que les chauffages d'appoint sont interdits dans les chambres de l'internat pour des raisons de sécurité"* déplore le jeune homme qui avoue avoir de moins en moins envie de venir au lycée.

Les pannes de chauffage et de fuites de radiateurs ont commencé lors de la vague de froid de la semaine dernière faisant baisser la température à 13° dans certaines chambres. *"Ce n'est pas agréable de vivre dans le froid tout le temps mais on n'a pas le choix"* ajoute Nolan qui a dû aussi s'habituer depuis quelques jours à prendre des douches froides, voire glaciales.

[Un élève mesure une température à 7° dans le restaurant du lycée hôtelier Georges Baptiste de Canteleu • © Un élève du lycée hôtelier Georges Baptiste](#)

Le chauffage n'est pas défaillant uniquement dans l'internat. Depuis bientôt une semaine, dans les parties communes de l'établissement aussi le froid s'est installé et notamment dans le restaurant et les cuisines, là où se déroulent les travaux pratiques de certaines filières du lycée. *"On est arrivé un matin, il faisait 7°. On a été obligé d'allumer les gaz pour réchauffer la pièce"* explique Clément.

Les salles de classes ne sont pas épargnées, certains élèves sont contraints de porter des gants en cours pour ne pas avoir les mains saisies par le froid et pour pouvoir continuer à écrire.

Autre problème dénoncé par les lycéens rassemblés ce lundi matin : les fuites et les infiltrations nombreuses dans l'ensemble du bâtiment. Des flaques d'eau croupies jonchent le sol de l'établissement et ont déjà provoqué des glissades et des chutes de quelques professeurs : *"il y a des seaux d'eau noire un peu partout, on est obligé de slalomer...Ce n'est même pas praticable pour les personnes à mobilité réduite"* raconte un représentant des lycéens.

durée de la vidéo : 00h00mn11s



.3

Des élèves de l'établissement filment les seaux qui jonchent le sol de leur lycée • ©Une élève du lycée hôtelier Georges Baptiste de Canteleu

Les fuites de la toiture mettent en danger l'ensemble des personnes travaillant dans l'établissement. Il y a plusieurs mois, la direction a été contrainte de fermer l'accès à l'escalier principal. Professeurs, élèves et personnels doivent emprunter quotidiennement un autre escalier, beaucoup plus petit *"pour faire passer 600 élèves, c'est compliqué"* précise Clément. Sans compter les infiltrations d'eau visibles un peu partout sur les murs.

[Des infiltrations d'eau dans le lycée Georges Baptiste de Canteleu •](#)

Ces mauvaises conditions de travail ne sont pas sans conséquences sur le moral des élèves qui assurent subir *"une fatigue mentale et physique"* et des *"difficultés à suivre correctement leur cursus"*. Léna, élève de Terminale en boulangerie-pâtisserie ne s'en cache pas : *"si on avait tous eu le choix, on serait parti dans un autre lycée"*. Pour beaucoup, c'est la passion du métier qui les fait rester.

C'est compliqué de suivre ses études dans ces conditions. Ce n'est plus vivable. On a le mental qui tient parce qu'on est tous ici pour réaliser notre rêve

Léna Binet, élève de Terminale en boulangerie-pâtisserie au lycée hôtelier Georges Baptiste de Canteleu

La plupart des élèves rassemblés ce matin ont beaucoup réfléchi avant d'organiser leur révolte, craignant de nuire à la réputation de leur établissement : *"ça donne une mauvaise image c'est sûr"*, admet Léna le cœur déchiré, avant de poursuivre : *"on est quand même dans un lycée hôtelier qui nous demande une certaine rigueur, mais là ce n'est plus possible d'étudier"*. Comme beaucoup de ses camarades, elle ne tolère plus de voir son lycée se dégrader de jour en jour.

[Des seaux installés dans le hall du lycée Georges Baptiste de Canteleu pour récupérer les fuites d'eau • © Un élève du lycée hôtelier Georges Baptiste](#)

Le lycée Georges Baptiste, qui fêtait ses 20 ans 2024, est réputé pour ses formations d'excellence dans les domaines de l'hôtellerie, la restauration et l'alimentation. *"On est vu comme un lycée qui reste ouvert alors qu'il met en danger ses élèves, c'est sûr que ça va engendrer des avis pas très positifs sur les réseaux sociaux"* reconnaît Léna qui, aujourd'hui, n'est plus fière d'apprendre son métier ici.

Les lycéens réclament aujourd'hui une réelle prise en main de la

situation par la Région Normandie, propriétaire des lieux et réclament des solutions durables. *"Il faut arrêter les placebos et mettre les moyens"* exige Clément, élu au Conseil de vie des lycéens. Une référence aux bâches installées récemment par la région sur des installations électriques défectueuses entreposées dehors, afin qu'elles soient protégées des intempéries.

On attend des actions de l'administration et surtout de la confiance et de la transparence

Clément, élu vice-président du Conseil de vie des lycéens du lycée Georges Baptiste de Canteleu

Dans un communiqué, la Région explique avoir enclenché des démarches *"nous allons initier la reprise intégrale des toitures"*, précisant que des bureaux d'études ont visité très récemment l'établissement et qu'une offre est en attente.

La région détaille aussi des actions en cours pour rétablir le plus rapidement possible les installations de chauffage. Les centrales de traitement d'air seront réparées d'ici cinq à six semaines. En attendant, des chauffages soufflants d'appoint devraient bientôt arriver dans le lycée. Elle lancera aussi bientôt un audit thermique dans l'ensemble de l'établissement.

Le maire de Canteleu, Tom Delahaye surveille aussi de près la situation dans le lycée de sa commune. Dans un communiqué, il explique avoir eu une confirmation de la part de la Région *"concernant la mise en œuvre de ces mesures concrètes et immédiates"*.

Les lycéens croisent désormais les doigts pour que ces engagements soient respectés.

En Normandie, davantage de magistrats dans les tribunaux, « c'est bien mais pas assez »

Dorothée BRIMONT

5-6 minutes

Le ministère de la Justice a rendu public le nombre de magistrats et greffiers qui allaient investir les instances judiciaires normandes d'ici 2027. La CFDT de la magistrature de Normandie accueille positivement ces prévisions mais prévient que le compte n'y est toujours pas.



Publié: 12 Janvier 2026 à 17h04 Temps de lecture: 2 min

« *Rien de nouveau sous le soleil* », assure Bertrand Diet, secrétaire général CFDT-Magistrats et magistrat à la cour d'appel de Rouen, « *C'est ce qui était prévu dans le grand [plan de recrutement](#) amorcé par le précédent garde des Sceaux, Éric Dupond-Moretti. En l'état actuel, ce n'est pas suffisant.* »

Lundi 12 janvier 2026, à l'occasion des rentrées solennelles des juridictions, [Gérald Darmanin](#) a fait un point sur les effectifs supplémentaires affectés au sein des 36 cours d'appel et des 164 tribunaux judiciaires de France.

52 magistrats supplémentaires pour la cour d'appel

Concernant la cour d'appel de Rouen (qui a autorité sur la Seine-Maritime et l'Eure), entre 2017 et 2027, 52 magistrats

supplémentaires sont prévus, dont 22 déjà arrivés. Soit une augmentation de 28 % des objectifs. Pour les greffiers, 17 sont en poste sur les 61 actés. Soit une augmentation de 26 % du personnel. Pour cette instance, 58 attachés de justice ont été dépêchés en renfort.

Bien que [Bertrand Diet](#) salue cette avancée, il note que « *c'est bien en deçà de ce qui se fait chez nos voisins européens. En France, nous avons [11,3 magistrats pour 100 000 habitants](#), la valeur médiane en Europe est de 17,6.* » Une situation bien pire pour [les procureurs](#), « *ils sont 3,2 pour 100 000 habitants en France et 11,2 dans le reste de l'Europe. C'est de l'action publique. C'est la capacité des parquets à résoudre des affaires.* » Sans procureur en nombre suffisant, « *ce sont davantage d'affaires classées.* »

« Ne pas rogner sur les moyens »

Et de continuer d'égrainer les exemples, « *en France, il faut 637 jours pour juger une affaire en première instance. [C'est normal que les gens s'impatientent](#). Il en faut moins de 200 dans le reste de l'Europe.* » Le recrutement est une nécessité. L'abondement du budget de la justice également. « *À la CFDT, nous demandons 1 milliard supplémentaire pour 2026, soit l'équivalent de 3 550 temps plein.* » Avec cette manne supplémentaire, « *juger un divorce, par exemple, passerait de 15 mois à 10 mois. Concernant le taux d'occupation des prisons, il passerait de 135 % à 120 %. C'est concret.* »

Pour l'heure, le gouvernement s'évertue à renforcer les équipes autour du magistrat pour lui dégager du temps et favoriser les procédures à l'amiable. Cependant, Bertrand Diet s'alarme sur « *le projet de loi qui vise à limiter la capacité d'appel dans un certain nombre de cas. Le double degré est indispensable*, martèle-t-il. *La justice est humaine et il peut y avoir des erreurs. L'appel permet de les corriger.* » L'homme tance le garde des Sceaux à « *ne pas rogner sur les moyens.* »

Le RN de retour au tribunal : qui sont les deux élus normands qui ont rendez-vous devant les juges ?

Stéphane SIRET

5–6 minutes

Marine Le Pen, ex-présidente du RN, et onze autres prévenus sont jugés par la cour d'appel de Paris à partir du mardi 13 janvier 2026 dans le dossier des détournements de fonds du Parlement européen. Avec elle, deux élus normands.



Timothée Houssin, député RN de l'Eure, comparaitra de nouveau à partir du 13 janvier 2026 mais cette fois-ci devant la cour d'appel. - PN





Nicolas Bay, député européen, a été contraint de démissionner de son poste de conseiller régional de Normandie. - PN

[Consultez l'actualité en vidéo](#)



Publié: 13 Janvier 2026 à 06h33 Temps de lecture: 3 min

De la décision qui sera rendue d'ici à quelques semaines dépendra une part de la prochaine campagne présidentielle... En attendant, Marine Le Pen, déjà trois fois candidate à l'élection suprême, est jugée à partir du mardi 13 janvier 2026 dans l'affaire des détournements de fonds du Parlement européen. En première instance, l'ex-députée européenne (2004-2017) a été condamnée le 31 mars dernier à quatre ans d'emprisonnement, dont deux ferme aménageables sous bracelet, 100000 euros d'amende et [cinq ans d'inéligibilité avec effet immédiat](#). Si cette peine était confirmée en appel, elle serait dans l'impossibilité de se représenter à la présidentielle de l'année prochaine.

Le garde du corps définitivement condamné

Marine Le Pen n'est pas la seule à attendre ce procès en appel. Onze autres prévenus sont dans une situation similaire. Parmi eux, deux élus normands. Un troisième Normand, [Thierry Légier](#), en charge de la sécurité de Jean-Marie Le Pen jusqu'en 2010, puis de Marine Le Pen et Jordan Bardella, n'a pas fait appel de sa condamnation en première instance. Originaire de Saint-Valery-en-Caux, ancien conseiller régional de Haute-Normandie et plusieurs

fois candidat à des élections locales, que ce soit à des cantonales à Saint-Valery-en-Caux ou aux municipales à Rouen en 2014 sur la liste Front national menée par Guillaume Pennelle, Thierry Légier, 50 ans, a été condamné pour recel de détournement de fonds publics à 12 mois de prison avec sursis et deux ans d'inéligibilité sans exécution provisoire, sans inscription au casier. L'accusation avait requis contre lui une peine de 18 mois de prison avec sursis et 70.000 euros d'amende.

Un député eurois en appel

À l'inverse de Thierry Légier, [Timothée Houssin](#), 37 ans, et Nicolas Bay, 48 ans, ont fait appel de leur condamnation en première instance. Député de la 5e circonscription de l'Eure depuis 2022 et conseiller régional de Normandie, Timothée Houssin avait été condamné pour recel de détournement de fonds publics à six mois de prison avec sursis et à une peine d'un an d'inéligibilité sans exécution provisoire. Le parquet national financier avait requis contre lui dix mois de prison avec sursis une peine d'inéligibilité avec exécution provisoire et 10000 euros d'amende. Avant d'être lui-même élu, Timothée Houssin avait été l'attaché parlementaire de Nicolas Bay.

Démissionné d'office

Député européen, ancien frontiste et ex-proche d'Eric Zemmour, [Nicolas Bay](#) avait été condamné le 31 mars dernier à douze mois de prison, dont six avec bracelet électronique et à trois ans d'inéligibilité avec exécution provisoire. Il a été également condamné à payer 800 euros d'amende. Le procureur avait requis contre lui 18 mois de prison dont six mois ferme et 30000 euros d'amende.

Si Nicolas Bay est resté député européen, en revanche il a perdu son mandat de conseiller régional de Normandie. Dans un premier temps, Nicolas Bay s'était vu signifier sa démission d'office par un arrêté préfectoral en date du 10 avril 2025. Mais l'élu normand avait

alors demandé au Conseil d'État l'annulation de cet arrêté. Recours rejeté le 25 juin dernier. Nicolas Bay ne siège donc plus au conseil régional où il était élu depuis quinze ans.

Le procès en appel ouvrira le mardi 13 janvier pour une durée de quatre semaines, jusqu'au jeudi 12 février.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Armée : le service national volontaire intéresse les jeunes Normands](#)

[Une plus grande liberté pour Patrick Balkany prié de rester domicilié à Giverny](#)

[Aux assises de l'Eure, le mal-être jamais soigné de l'accusé finit par une tentative de meurtre](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

Municipales 2026 en Normandie. La sécurité, priorité des électeurs ? Cela dépend où vous habitez...

Christophe Frebou

4–5 minutes

À deux mois des élections municipales des 15 et 22 mars 2026, les Français montrent un fort intérêt pour le scrutin, selon une enquête OpinionWay pour « Les Échos ». Si la sécurité est en tête de leurs priorités, ce n'est pas le cas dans toutes les communes.

Décryptage.



Publié: 12 Janvier 2026 à 17h19 Temps de lecture: 3 min

Ils étaient 55 % puis 58 % à ne pas avoir pris le chemin des urnes au cours des premier et second tours des élections municipales en mars puis juin 2020 en pleine crise sanitaire du Covid_19. Pourtant, près de six ans plus tard, à en croire une enquête d'OpinionWay [pour le journal Les Échos et Radio Classique](#), 69 % des Français interrogés se disent « intéressés » par la campagne pour les élections municipales qui auront lieu les 15 et 22 mars prochains.

Et si l'on en croit l'enquête, ils le seraient davantage au Havre et à Rouen qu'à Héricourt-en-Caux, en Seine-Maritime ou Surville dans l'Eure. 72 % se déclarent plutôt ou très intéressés dans les villes de plus de 100 000 habitants. 64 % dans les communes de moins de 2 000 habitants.

L'enquête d'OpinionWay pour Les Échos

Pour 60 % des personnes interrogées, la situation nationale comptera dans leur vote. Plus la commune est grande et plus c'est le cas. Avec un poids des enjeux nationaux culminant à 72 % dans les villes de plus de 100 000 habitants (51 % dans les moins de 2 000).

Mais quels enjeux ? Comme en mars 2025, la sécurité arrive en tête. L'écart se creuse avec le reste des préoccupations des électeurs puisque cet enjeu culmine désormais à 58 % (+4 points) contre 47 % (-2 points) pour le cadre de vie et l'environnement.

En Seine-Maritime, votre maire se représente-t-il ?

Pour autant, la sécurité ne connaît pas la plus forte croissance parmi les enjeux retenus. Les transports en commun croissent de 6 points en l'espace de moins d'un an (28 % contre 22 en mars 2025). L'action sociale augmente, elle de cinq points.

Mais en fonction de la taille de la ville dans laquelle on réside, et donc on vote, le poids des enjeux nationaux n'est pas du tout le même. C'est dans les communes de 20 000 à 100 000 habitants que la sécurité arrive le plus en tête avec 66 % des électeurs la plaçant en tête, devant le cadre de vie et l'environnement. Plus encore que dans les communes de plus de 100 000 habitants (63 %), loin devant la propreté puis le cadre de vie.

Dans l'Eure, votre maire se représente-t-il ?

Dans les communes de moins de 2 000 habitants, le cadre de vie arrive en tête des préoccupations des électeurs. On ne parlera souvent que des élections des grandes agglomérations. Pourtant, 84 % des communes de France comptent moins de 2 000 habitants.

En Seine-Maritime on ne compte que 86 communes de plus de 2 000 habitants sur un total de plus de 700. Dans l'Eure, 47

communes sur plus de 580 comptent plus de 2 000 habitants. La sécurité sera-t-elle la question centrale des élections des près de 1 300 communes de ces deux départements ?

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[La base aérienne d'Évreux aura un rôle à jouer dans le nouveau service militaire volontaire](#)

[Messages Fr-alert en boucle sur les téléphones, le problème est sur le point d'être résolu en Normandie](#)

[Tempête Goretti en Normandie : des foyers toujours privés d'électricité et des retards SNCF](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

Municipales 2026. Le maire Philippe Capron se représente pour « maintenir l'attractivité du village »

Suzelle Gaube

6–7 minutes

Le maire sortant d'Yport, Philippe Capron, se présente aux élections municipales de mars 2026. Il souhaite poursuivre les projets qu'il a lancés avec son équipe, qui sera en partie remodelée.



Publié: 12 Janvier 2026 à 17h44 Temps de lecture: 2 min

Ses débuts en tant que maire ont été plus que particuliers. En janvier 2024, après avoir été maire par intérim durant quelques mois, l'ancien 1er adjoint Philippe Capron a officiellement remplacé [Christophe Dubuc](#), [le maire d'Yport](#) décédé après une longue maladie.





Philippe Capron, maire sortant d'Yport, se présente aux élections municipales qui se dérouleront en mars 2026. - Suzelle Gaube/Paris Normandie

« Être proche de la population, c'est agréable »

Âgé de 68 ans, [ce pharmacien à la retraite](#) n'est pas inconnu des Yportais. Arrivé avec son épouse à [Yport](#) en 1988, il a tenu pendant trente-sept ans l'officine de la cité balnéaire. Il a également été membre de l'équipe municipale durant quatre mandats, et ce, depuis 1995 sous la mandature de Daniel Loisel. Lors de deux de ces quatre mandats menés par Christophe Dubuc, il a été 1er adjoint. *« Même avant d'arriver ici, on a toujours été engagés auprès des autres, décrit Philippe Capron. C'est aussi l'opportunité de participer à la vie locale. On s'est vite intégrés. On considère qu'on a une bonne connaissance du village, même si on ne connaît jamais tout. »* Sa profession lui a aussi permis d'être *« proche de la population, c'est agréable »*.

60 % de l'équipe actuelle repart

Ce qui l'incite à se présenter en mars 2026 ? *« On a réussi, après la disparition de Christophe, à reconstituer une équipe avec un bon dynamisme, malgré tout. Surtout, si je repars, c'est que 60 % de l'équipe actuelle me suit »*, précise-t-il sans vouloir en dire plus sur sa composition. Précisant que la liste est *« en construction »*.

L'une des satisfactions de Philippe Capron à l'issue de l'ensemble du mandat, mené avec Christophe Dubuc, est d'avoir *« retrouvé une stabilité financière »*. Et ce, grâce à une *« gestion »* adaptée : *« On a fait très attention en début de mandat »*. Il *« ne cache pas »* que *« [la mise en place du stationnement payant](#) »* dans la cité

balnéaire a permis une remise à flot des finances de la commune.
« [C'est un outil](#) qui a aussi permis d'améliorer la gestion de l'espace public, une amélioration qui doit se poursuivre par la place de la voiture, la signalétique, le mobilier urbain, le fleurissement... : le village respire mieux au niveau du stationnement, même si c'est une mesure un peu délicate. » Pour Philippe Capron : « Il faut accueillir le tourisme, mais il faut aussi laisser la place aux locaux et aux gens de proximité ».

L'importance du « patrimoine local »

Comme projets réalisés, il pense aussi à la vidéoprotection.
« *L'entretien du patrimoine local* » – l'église, le cimetière, [les cabines de plage](#) – est également un point essentiel du mandat qui s'achève, et du prochain. Philippe Capron évoque aussi le « *maintien des services, de l'école, du tissu associatif* » sans oublier l'entretien des bâtiments communaux, avec notamment « *un gros travail de remise en état des chaudières, des chauffages* ». Mais aussi « *la remise en état de l'éclairage public* ».
« Il faut rester ambitieux, tout en respectant le caractère du village. »

Le second mandat espéré par Philippe Capron sera sous le signe de la continuité, notamment du « *maintien de l'attractivité du village, qui est assez unique* », mais aussi « *le maintien des services* ». Il poursuit : « *J'aime bien l'expression « de vivre ensemble »*. Yport vit grâce à sa diversité de population : les résidences principales et secondaires. Le tourisme, les acteurs économiques (les campings, le casino, les commerces...). C'est le poumon de la commune qui apporte de la vie. Il ne faut pas le lâcher. Il faut rester ambitieux, tout en respectant le caractère du village »

Lire aussi

[Football : l'USF Fécamp vise la montée et relance une équipe féminine](#)

[« Ne m'attends pas » : un spectacle voyageur pour jeune public au théâtre Le Passage à Fécamp](#)

[Fécamp. Un incendie se déclare dans un restaurant, une octogénaire incommodée par les fumées secourue](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Yport \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Fécamp](#)



Video

[Municipales 2026. Le maire Philippe Capron se représente pour « maintenir l'attractivité du village »](#)





[Football : l'USF Fécamp vise la montée et relance une équipe féminine](#)



[« Ne m'attends pas » : un spectacle voyageur pour jeune public au théâtre Le Passage à Fécamp](#)



[Fécamp. Un incendie se déclare dans un restaurant, une octogénaire incommodée par les fumées secourue](#)



[Exposition collective à Fécamp : qui rejoindra l'Union artistique en 2026 ?](#)



[Qui est Astérix, bourlingueur moustachu devenu capitaine de vieux gréements à Fécamp ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026. Y aura-t-il une liste de gauche aux élections à Port-Jérôme-sur-Seine ?

Cédric Thomire

~2 minutes

Le Courrier Cauchois : Y aura-t-il une liste de gauche aux prochaines municipales ?

Brigitte Terrier, secrétaire du PCF de Port-Jérôme-sur-Seine : "A l'image de la liste de gauche du Front populaire havrais, constituée pour reprendre la mairie du Havre, il nous semble nécessaire et urgent de construire une liste de personnes désireuses de représenter des électrices et des électeurs ayant une aspiration à développer des mesures sociales et économiques, pour aider tous nos concitoyens, plus particulièrement les plus défavorisés, à la suite des divers licenciements subis dans notre bassin d'emploi dans l'agglomération."

Pourquoi lancez-vous un appel ?

Brigitte Terrier : "Pour la prochaine mandature, il serait inconcevable de laisser seulement la place au RN ou à la municipalité sortante. Mais pour défendre nos valeurs, nous devons constituer une liste de 39 personnes, avec la parité homme femme. Et il manque encore des volontaires. C'est pour cela que nous appelons toutes les personnes de sensibilités de gauche à nous rejoindre. Nous avons besoin de candidatures pour nos communes regroupées de Port-Jérôme-sur-Seine, du village et des villages."

Comment expliquez-vous qu'il soit si dur de constituer une liste de gauche ?

Brigitte Terrier : "C'est difficile de mobiliser. Des personnes me demandent s'il y aura bien une liste de gauche aux élections. Après je constate qu'ils ont peur de s'impliquer. Quand je sollicite ceux qui partagent nos valeurs, beaucoup répondent '*on est d'accord avec vous, mais on ne peut pas se présenter*'."

Contact : pcfj2s@outlook.fr

Sainte-Marie-des-Champs. Michaël Dodelin sera candidat à la tête de la liste "Sainte-Marie-des-Champs Demain"

Le Courrier Cauchois

~2 minutes

Habitant de la commune depuis 1990, élu depuis 2014 comme conseiller municipal durant cinq années, puis 7 ans comme adjoint, Michaël Dodelin, fort de l'expérience et de l'expertise de ces 12 années d'élu, annonce qu'il mènera la liste "Sainte-Marie-des-Champs Demain" aux prochaines élections municipales, en mars.

"Après deux mandats où je me suis investi dans les projets communaux, je mesure l'ampleur et la tâche qui attend un maire. Conscient de la responsabilité qui incombe à cette fonction, je me sens aujourd'hui prêt à assumer ce rôle avec détermination", confie le candidat qui sera entouré d'une liste représentative des Samaritaines et Samaritains, intergénérationnelle et respectant la parité *"volontairement non clôturée pour permettre à toutes personnes souhaitant s'engager de pouvoir nous rejoindre"*.

Jeunesse, sport, associations

Les objectifs de l'équipe seront de poursuivre les projets en cours, mais aussi de développer le volet jeunesse et sport en soutenant les projets associatifs, *"poumons de nos communes"* et de mettre un accent particulier sur la partie voirie. *"Nous souhaitons également apporter une écoute attentive aux préoccupations et idées des habitants afin de faire que Sainte-Marie soit une*

commune où chacun puisse s'épanouir et trouver sa place, un lieu où la solidarité et la prospérité sont au cœur de l'action".

Elu conseiller communautaire depuis 9 années, le candidat souhaite également pouvoir jouer un rôle exécutif au sein de cette instance, pour accompagner le développement et l'attractivité du territoire, faire rayonner les communes rurales comme la ville centre.

Formation continue des enseignants : un décalage persiste entre l'offre et les besoins

Par Marie Malaterre

4–5 minutes

Réseau Canopé, opérateur de formation de l'Éducation nationale a livré ce matin, 12 janvier, les résultats d'un baromètre sur la formation continue des enseignants réalisé en partenariat avec Ipsos et BVA.

Un sujet qui se révèle problématique depuis plusieurs années et qui colle à la peau du ministère. Ce dernier ayant des difficultés à véritablement faire entrer en adéquation l'offre de formation continue pour les enseignants et les besoins exprimés par les professionnels. L'OCDE pointait également ces difficultés en fin d'année dernière. Selon les résultats de son enquête Talis, seulement 35 % des enseignants français jugent utile la formation professionnelle proposée par l'institution contre 55 % en moyenne dans les autres pays membres.

Et les chiffres publiés ce matin par Réseau Canopé ne disent pas autre chose. Si le manque de temps représente le premier frein au suivi des formations, le manque d'adéquation à la réalité du métier est cité comme premier frein par 20 % des enseignants et par 40 % d'entre eux parmi l'ensemble des freins à la formation.

Lire aussi : [Formation continue des enseignants : la France face à l'urgence de réformer un système jugé inadapté](#)

De la même manière, les impacts de la formation ressentis par les enseignants sur leur quotidien professionnel restent modestes.

39 % pointent néanmoins un impact fort sur le développement de leurs compétences professionnelles, 34 % sur l'élargissement de leurs perspectives, 26 % sur une meilleure confiance en eux, 22 % sur de meilleures relations avec les élèves, 17 % en matière de gain de temps et de productivité. De meilleures relations avec les collègues ou la hiérarchie, une réduction du stress ou encore de meilleures relations avec les familles sont également citées comme impacts, mais dans des proportions beaucoup plus réduites.

Du côté des bonnes nouvelles, néanmoins, les enseignants sont de plus en plus nombreux à vouloir se former. En 2023, ils étaient 17 %, contre 43 % aujourd'hui et au global, 75 % des nouveaux enseignants ont un projet de formation cette année.

Concernant les besoins, 91 % des professionnels interrogés en expriment au moins un, sans pour autant avoir envisagé de réaliser concrètement ce projet. Parmi les thématiques qui arrivent en tête des priorités, figure en première position les pédagogies actives et notamment tout ce qui concerne la gestion des classes ou encore la ludo-pédagogie, suivies de l'intelligence artificielle et de l'usage des données et aussi de l'école inclusive et l'accompagnement des élèves autour de besoins particuliers.

Pédagogies actives, intelligence artificielle et école inclusive...

Les enseignants expriment également des besoins en formation en matière de bien-être à l'école autour de la santé en général ou encore du harcèlement, sur l'approfondissement disciplinaire mais aussi sur l'usage du matériel numérique.

Autre tendance forte, dans les formations, les enseignants attendent avant tout du concret et des mises en pratique immédiates (61 %), des échanges entre pairs et des réponses contextualisées (33 %). L'acquisition de nouvelles connaissances théoriques reste néanmoins importante. Elle est citée par 38 % des professeurs interrogés, de même que l'apport de réponses personnalisées ou encore la rencontre avec un expert dans le

cadre des sessions.

“Fort de ce baromètre, Réseau Canopé adaptera son offre de formation afin qu’elle réponde encore mieux aux attentes des enseignants avec des formats flexibles, des contenus concrets et des parcours personnalisés”, a commenté Alexandra Wisniewski, directrice générale de Réseau Canopé. Un défi de taille dans un contexte dans lequel les enseignants estiment pouvoir consacrer entre deux et quatre heures par mois à la formation.

Les opérateurs de l'État, angle mort de la doctrine « cloud au centre »

Par Victoria Beurnez

6–7 minutes

L'heure est au bilan pour le nuage public.

La Direction interministérielle du numérique (Dinum) a publié, la semaine dernière, [un point d'étape](#), relayé par *Politico*, de l'adoption de la doctrine "Cloud au centre" de l'État, formalisée en 2021. Une doctrine ayant pour objectif l'adoption massive de solutions cloud au sein des services de l'État. La Direction tire un bilan plutôt positif de l'adoption de la doctrine depuis 2021.

Globalement, elle constate que les ministères sont tous engagés dans la démarche, hormis quelques "*inerties*" qui subsistent dans les plus gros ministères – comme à l'Économie et aux finances, ou à l'Europe et aux affaires étrangères -, disposant historiquement de leurs propres infrastructures et qui peinent encore à opter pour un usage cloud en raison de questions de sécurité.

37 % de "grands projets" encore non conformes

Ainsi, en 2024, 63 % seulement des "*grands projets informatiques de l'État*", représentant plus de 9 millions de dépenses cumulées et pour lesquels la Dinum est chargée de rendre un avis conforme, ont été jugés conformes. Les 37 % restants ne l'ont pas été pour deux raisons : le non-recours au cloud, ou l'absence de recours à une solution labellisée SecNumCloud, pour les projets mobilisant des données à caractère sensible. La DSI de l'État ne s'est basée que sur ces deux critères pour évaluer la conformité des projets dans ce cadre ; s'agissant "*avant tout pour le projet d'avoir un*

hébergement dans le cloud ou au minimum une trajectoire vers le cloud“ .

Lire aussi : [Les ministères appelés à se tourner vers des solutions de cloud souverain](#)

Plutôt bons élèves, donc, en administration centrale, les ministères doivent cependant revoir leurs copies concernant leurs opérateurs et services déconcentrés, qui restent un large angle mort de l'adoption de la doctrine. Les constats de la Dinum révèlent en effet un manque d'investissement à ce niveau. *“Seuls 14 % des opérateurs ont effectué une commande sur le marché cloud de l'Ugap en 2024”*, détaille ainsi le rapport, qui indique également que *“ les services déconcentrés ne sont pas systématiquement alignés avec la stratégie ministérielle d'hébergement, comme en témoignent leurs commandes de serveurs physiques“ .*

14 % des opérateurs ont passé commande via l'Ugap

Cette même année, les opérateurs de l'État ont acheté, en tout et pour tout, 9,7 millions d'euros d'offre cloud, soit une augmentation de 59 % par rapport à 2023. Ce sont les opérateurs du ministère de la Transition écologique qui dominent les achats, avec 40 % d'entre eux – dont 1,7 million uniquement lié à l'IGN -, suivis par le ministère des Affaires sociales, avec 15 % (dont 1,1 million pour France Travail), et enfin les universités, pour 10 %.

Les statistiques de la Dinum montrent qu'en effet, une majorité d'opérateurs n'a jamais passé commande auprès de l'Ugap. Quant aux 14 % l'ayant fait, la plupart passent, eux, commande auprès de plusieurs hébergeurs. L'Inria, le CNRS, l'IGN, France Travail ou encore l'Agence nationale des titres sécurisés sont dans ce cas.

Pourquoi les opérateurs ne passent-ils donc pas le cap ?

La réponse se trouve, selon la Dinum, dans l'architecture budgétaire actuelle. Le changement de modèle économique impliqué par le passage au cloud oblige à transformer des

dépenses d'investissement – durables – en dépenses de fonctionnement, à effet immédiat.

Lire aussi : [Cloud : les opérateurs publics se plient à la réglementation au prix de lourds efforts](#)

Et, bien que le passage au cloud entraîne, à long terme, une réduction des dépenses d'investissement, puisque les opérateurs vont moins investir dans des serveurs en physique, ils se trouvent tout de même obligés de raboter une autre dépense de fonctionnement pour compenser, la fongibilité, c'est-à-dire le transfert de ces crédits étant impossible. De fait, l'argument avancé par les opérateurs est le suivant : *“la dépense de cloud convertit des dépenses d'investissement en dépenses de fonctionnement que les établissements souhaitent réduire à leur minimum”*.

Plus largement, et c'est l'écueil pointé du doigt par la Dinum, aucun ministère n'a défini de politique concrète pour accompagner ses opérateurs vers le cloud. *“Les opérateurs sont rarement alignés avec la politique du ministère de tutelle et ceux-ci offrent peu de services à leur destination”*, précise la Direction. L'adoption plus massive du cloud par les opérateurs de l'État est donc l'une des perspectives d'amélioration évoquées en conclusion de ce document.

Le “défi des données”

Toutefois, et comme le rappelle la Dinum, les acteurs peuvent également utiliser d'autres plateformes que l'Ugap pour passer commande ; les chiffres sont donc à manier avec précaution.

“ Une partie des dépenses de cloud computing n'est pas visible ”, évoque la Direction du numérique, rappelant que plusieurs centrales d'achats portent également des marchés.

Lire aussi : [Dans les data centers publics, la quête d'une mesure fiable et harmonisée](#)

Et la direction l'assume : la mesure, aujourd'hui, des dépenses

liées au cloud “ *empêche de se faire une idée du taux de pénétration de la doctrine cloud au sein des systèmes d’information de l’État*”, faute d’indicateurs centralisés et les enquêtes” terrain “ n’ayant pas été motivées pour ce premier bilan, en raison de leur coût important et de la définition complexe de leur application.

Réduction des effectifs des datacenters de l’État

D’autres conclusions notables émanent du rapport de la Dinum.

On y apprend ainsi que le programme de Transformation des centres informatiques de l’État, lancé en 2012 et qui avait pour objectif de réduire de 166 à environ 20, le nombre de datacenters répartis dans les différents ministères, n’aboutira pas à temps.

Le programme, initialement pensé sur une durée de dix ans, ne devrait pas prendre fin avant 2026. Il est cependant en bonne voie : le nombre de datacenters de l’État est passé de 166 à 58 sites.

Le ministre Barrot veut mieux armer les diplomates face aux attaques sur les réseaux sociaux

Paul Idczak

5–7 minutes

C'est un discours musclé qu'a prononcé le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, en clôture de la 31^e Conférence des ambassadeurs, qui s'est achevée le 9 janvier dernier. Prenant la parole devant le gratin de la diplomatie hexagonale, dans un contexte international instable marqué par les saillies de Donald Trump et la poursuite de la guerre en Ukraine, le locataire du Quai d'Orsay s'est notamment arrêté plusieurs minutes sur un sujet au cœur de l'actualité ces derniers mois, à la mesure des progrès exponentiels des outils de génération IA : l'émergence des *deep fakes*.

Car ces vidéos générées par l'intelligence artificielle, qui recueillent parfois des millions de vues sur les réseaux sociaux, s'immiscent de plus en plus souvent dans la politique nationale et internationale, à l'image de celle qui a mis en scène, sur Facebook, un coup d'État à Paris, en décembre dernier, et qui a poussé Emmanuel Macron à prendre la parole. Le président de la République s'en était alors pris à Meta, maison mère du réseau social américain, et à d'autres réseaux sociaux, comme le Chinois TikTok, jugeant qu'ils "*se moquent de la souveraineté des démocraties*" et "*nous mettent en danger*".

Face à la multiplication de ces vidéos, qui peuvent être prises pour argent comptant par de nombreux utilisateurs, Jean-Noël Barrot a

clamé, en ce début d'année 2026, *“ne plus vouloir laisser passer ces attaques”* et son ambition d’*“amplifier et défendre la voix de la France”*. Après une première transformation de la direction de la communication et de la presse du ministère, en 2025, le ministre a cette fois noté sa volonté de mettre le Quai d'Orsay *“en ordre de bataille”*. *“Je souhaite que nous renforçons encore notre arsenal en mobilisant toute la force de frappe de notre réseau et en continuant à nous imposer comme le chef de file interministériel de la lutte contre ces atteintes portées à notre pays, ses intérêts et son image”*, a-t-il précisé dans son discours.

Des comités stratégiques dans les ambassades

Concrètement, ces innovations se traduiront par plusieurs mesures. Si, au niveau central, la direction de la communication, la direction de la diplomatie culturelle et le centre d'analyse, de prévention et de stratégie seront les principales structures mobilisées, les ambassadeurs et consuls auront, eux, la tâche *“de mettre en place des comités locaux stratégiques mensuels”* qui permettront de piloter la stratégie de défense dans le champ informationnel *“au plus près de l'ensemble des services”* à l'étranger. Selon Jean-Noël Barrot, il s'agira d'un moyen de décliner *“les stratégies d'influence et de riposte”* du réseau diplomatique hexagonal, à partir d'une cartographie des acteurs locaux *“qui tentent de porter atteinte à nos intérêts ou de travestir nos messages dans le champ des perceptions”* mais aussi de ceux qui seraient, au contraire, porteurs d'un *“dialogue”* entre leur pays et la France.

Lire aussi : [Le Quai d'Orsay veut faire monter en puissance l'accompagnement à la mobilité de ses cadres supérieurs](#)

Le ministre des Affaires étrangères a également mis sur la table deux futures innovations relevant selon lui *“du bon sens”*, dédiées plus particulièrement aux diplomates sur le plan individuel. *“Je sais que partir en poste en zone de guerre informationnelle peut être un vrai défi”*, a ainsi pointé Jean-Noël Barrot. Qui a annoncé, dans la

foulée, les lançements, en 2026, d'une *"formation spécifique d'accompagnement au départ en zone de guerre informationnelle"* pour les agents affectés dans des pays à risque, ainsi qu'un guichet unique pour accompagner *"personnellement"* les agents victimes de *deep fakes*. Les diplomates concernés faussement visés sur les réseaux sociaux pourront ainsi bénéficier d'un accompagnement sur les plans juridique, RH, et sur le réputationnel et la communication. Tant de ressources mobilisées pour éviter, selon Jean-Noël Barrot, que *"l'internationale réactionnaire"* réalise son objectif de *"saper la confiance des Français dans leurs institutions, saper la concorde nationale et l'unité européenne"*.

Le Quai d'Orsay va créer une direction dédiée à la souveraineté économique

Parmi les autres nouveautés énumérées par le ministre le 9 janvier, Jean-Noël Barrot a notamment annoncé la création, cette année, d'une direction de la souveraineté et de la sécurité économique. Cette future direction, qui *"prendra le relai"* de l'actuelle direction de la diplomatie économique, aura pour mission *"d'ouvrir des débouchés nouveaux aux secteurs les plus menacés, de sécuriser les approvisionnements critiques pour la vie de la Nation, de veiller, en lien avec les services des douanes, au respect des règles qui s'imposent au marché unique"*, a-t-il expliqué, en précisant que cette structure doit devenir le *"bras armé"* du Quai d'Orsay en matière d'intelligence économique. Sa préfiguration a d'ailleurs déjà commencé, ses contours plus précis devant être précisés *"dans les prochaines semaines"*. Au-delà de cette future direction, le ministre a aussi indiqué vouloir lancer une *"revue"* des priorités, des partenariats et des méthodes de son ministère. Avec, *in fine*, l'ambition d'aboutir à une *"loi d'orientation"* pour *"adapter notre diplomatie aux grands bouleversements du monde"*.